



SOCOTEC CONSTRUCTION

ZA du Rondeau
1 rue du Docteur Pascal CS 50289
38434 ECHIROLLES CEDEX
Tél. : (+33)4.76.22.34.45
Fax : (+33)4.76.09.09.50

Sécurité & protection de la santé

N/Réf : J/21/152

Affaire suivie par : **Lydie DESESTRET**

Tél. : 46 23 45(B); 06 28 84 16 10(M)
E-mail : lydie.desestret@socotec.com

Dossier n° : **180112440000045**

Extension du centre commercial GRAND PLACE
38130 ECHIROLLES

KLEPIERRE France
26 BD des Capucines
75009 PARIS
Mme. BORELLI

A ECHIROLLES , le 14/06/21

Madame

Nous vous prions de trouver ci-joint le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé concernant le projet cité en référence à diffuser aux entreprises.

Vous voudrez bien nous faire part de vos commentaires éventuels sur ce document.

Ce document comporte l'indice de révision n° 1.

Nous vous en souhaitons bonne réception et restons à votre disposition pour tout renseignement utile.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le coordonnateur

Autres destinataires	Fax et Email
EGIS - Maître d'oeuvre réalisation : M. DERU	- pierre-yves.deru@egis.fr
EGIS - Maître d'oeuvre réalisation : Mme. HERPIN	- Hortense.herpin@egis.fr
L35 - Architecte	- lrebolleda@l35.com
ARCORA	- au.payet@arcora.com
IBSE - M. GIROUD	04 76 24 41 03 - pierre.giroud@ibse.eu
KLEPIERRE GRD PLACE - M. Frédéric SALLES	04 76 40 79 36 - frederic.salles@klepierre.com
KLEPIERRE GRD PLACE - Mme. FARCI	04 76 40 79 36 - alexandra.farci@klepierre.com
MI2S	- sammy.abid@mi2s-ingenierie.fr

Mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Extension du centre commercial GRAND PLACE 38130 ECHIROLLES

Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé Mission CSPS : Catégorie 1



INDICE	DATE	MODIFICATIONS	RÉDACTION
0	26/05/2020	PGC du 26/05/2020	Lydie DESESTRET
01	14/06/2021	PGC maj phase PRO Rendu	Lydie DESESTRET

Maître d'ouvrage	KLEPIERRE France	26 BD des Capucines 75009 PARIS
Architecte	L35	26 Rue de Charonne 75011 PARIS
Economiste Maître d'oeuvre d'exécution OPC	EGIS Tél. : 0476488028	170 Avenue Thiers 69006 LYON
BET Amiante et Sols Pollués	CEDRES	47 Boulevard des Aciéries 13010 MARSEILLE
BET Fluides/Elec/SSI	BETEM	5, Impasse Louis Ferdinand Herold 34700 MONTPELLIER
BET Structure	SCYNA4	5, Place des Bouleaux Centre Jeanne Hachette 94200 IVRY SUR SEINE
BET VRD	IBSE	Le Rayon Vert 2 Rue de la Viscose 38130 ECHIROLLES
HQE BREEAM	GREEN AFFAIR	15 Rue des Cuirasiers 69003 LYON

BIM Manager	SXD	46/48 Avenue du Général Leclerc 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
OPPBTP	OPPBTP Tél. : 04 76 46 92 68 Fax : 04 76 85 32 16	Agence de Grenoble 1 Rue des Tropiques Bâtiment B Cassiopée 38130 ECHIROLLES
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT Tél. : 04 76 47 29 09 Fax : 04 76 85 32 16	27 rue André Maginot 38000 GRENOBLE
Inspection du travail	DIRECCTE Tél. : 04 56 58 38 38 Fax : 04 56 58 38 01	1 avenue Marie Reynoard 38100 GRENOBLE
COORDONNATEUR SPS	SOCOTEC CONSTRUCTION Tél. : (+33)4.76.22.34.45 Fax : (+33)4.76.09.09.50	ZA du Rondeau 1 rue du Docteur Pascal CS 50289 38434 ECHIROLLES CEDEX

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	10
1.1. Classement de l'opération : catégorie 1.....	10
2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER	11
2.1. Coordonnées des Coordonnateurs SPS.....	11
2.2. Elaboration du PGC.....	11
2.2.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	11
2.3. Adresse du chantier	11
2.4. Description des travaux.....	12
2.5. Liste des intervenants.....	12
2.6. Liste des lots.....	13
3. SUJESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE	14
3.1. Configuration du site	14
3.2. Caractéristiques du sol - Etude géotechnique	15
3.2.1. Rapport d'étude de sol	15
3.3. Pollution des sols	15
3.3.1. Rapport d'étude de pollution.....	15
3.4. Réseaux existants aériens et/ou enterrés.....	16
3.4.1. Réseaux enterrés	16
3.4.2. Réseaux aériens.....	16
3.5. Matériaux dangereux.....	16
3.5.1. Matériaux amiantés, revêtements contenant du plomb	16
3.6. Activités à proximité du site.....	17
3.6.1. Activité mitoyenne	17
3.7. Interférences prévisibles	17
4. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION	24
4.1. Mesures d'organisation et de coordination	24
4.1.1. Planification	24
4.1.2. Mutualisation	24
4.2. Plan d'installation de chantier.....	25
4.2.1. Projet de plan d'installation de chantier.....	25
4.2.2. Informations supplémentaires liées au DHOL à intégrer au PIC	25
4.2.3. Mise à jour	26
4.2.4. Emprise sur le domaine public	26
4.3. Fermeture chantier	26
4.3.1. Clôture de chantier intérieure et signalisation	26
4.3.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation	27
4.4. Identification des personnes autorisées.....	27

4.4.1.	Identification du personnel	27
4.4.2.	Visites de chantier par des tiers.	28
4.4.3.	Panneau de chantier	28
4.5.	Circulations des véhicules	28
4.5.1.	Accès des véhicules et stationnement	28
4.5.2.	Nettoyage engins et voirie	29
4.5.3.	Guidage	29
4.6.	Circulations des piétons	29
4.6.1.	Cheminement piéton	29
4.6.2.	Auvents de protection aux entrées du bâtiment.....	29
4.6.3.	Escaliers	30
4.6.4.	Tour d'escalier et escalier provisoire	30
4.7.	Charte Chantier Vert à Faibles Nuisances	30
4.7.1.	Respect des prescriptions	30
4.7.2.	Nettoyage et gestion des déchets	31
4.8.	Nettoyage et déchets	31
4.8.1.	Bennes à gravais et déchets	31
4.8.2.	Nettoyage et acheminement des déchets vers les bennes.....	32
4.8.3.	Matières dangereuses	32
4.9.	Approvisionnements, stockages et manutentions	32
4.9.1.	Aire de livraison	32
4.9.2.	Organisation des approvisionnements	33
4.9.3.	Zones de stockage des matériaux et matériels	33
4.9.4.	Grues : installation	33
4.9.5.	Grues automotrices	34
4.9.6.	Grues : interférences	34
4.9.7.	Moyens de levage propre à chaque lot	34
4.10.	DHOL (chantiers de catégorie 1).....	35
4.10.1.	Nouveau dispositif	35
4.11.	Mise en commun des moyens de manutention	35
4.11.1.	Réunion de coordination	35
4.11.2.	Servitude dispositif d'approvisionnements	35
4.11.3.	Servitude de nacelles	35
4.11.4.	Mise en service anticipée des ascenseurs au profit du chantier	36
4.12.	Réseaux de distribution en énergie.....	36
4.12.1.	Installations de distribution électrique	36
4.12.2.	Installations d'éclairage	37
4.12.3.	Vérification réglementaire des installations électriques	37
4.12.4.	Entretien des installations électriques	38
4.12.5.	Points d'eau et d'évacuation.....	38
4.13.	Protections collectives	39

4.13.1.	Principe général.....	39
4.13.2.	Conception des protections collectives	39
4.13.3.	Entretien et maintien des protections	39
4.13.4.	Procédure de dépose des protections collectives.....	40
4.13.5.	Protection des trémies et réservations	40
4.13.6.	Garde-corps provisoires en rive de plancher	40
4.13.7.	Garde-corps sur toitures-terrasses.....	40
4.13.8.	Protection sur gaine d'ascenseur	41
4.14.	Mise en place des protections définitives	41
4.14.1.	Pose et conformité.....	41
4.15.	Produits dangereux, risque incendie	42
4.15.1.	Utilisation de produits dangereux ou à risques	42
4.15.2.	Prévention du risque incendie	42
4.15.3.	Procédure de permis de feu	42
5.	MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES	43
5.1.	Travaux de terrassement généraux.....	43
5.1.1.	Aménagement des accès en fond de terrassement.....	43
5.1.2.	Remblaiement	43
5.2.	Travaux de VRD	43
5.2.1.	Protection des excavations	43
5.2.2.	Marquage des réseaux dans l'emprise de l'opération.....	44
5.2.3.	Manutention manuelle ou mécanisée.....	44
5.3.	Travaux de fondations	44
5.3.1.	Terrassement de fondations.....	44
5.3.2.	Protection des armatures	44
5.4.	Travaux de gros-œuvre.....	44
5.4.1.	Elévation.....	44
5.4.2.	Planchers.....	45
5.4.3.	Incorporation des lots techniques.....	45
5.5.	Travaux de charpente	45
5.5.1.	Montage et assemblage de la charpente béton	45
5.5.2.	Montage et assemblage de la charpente métallique.....	45
5.5.3.	Moyen de levage	45
5.6.	Travaux de couverture industrielle et Etanchéité	46
5.6.1.	Accès en toiture	46
5.6.2.	Garde-corps provisoires en toiture	46
5.6.3.	Filet de protection en sous-face	46
5.7.	Travaux de serrurerie	47
5.7.1.	Coordination Charpente métallique et Serrurier ou Etanchéité	47
5.8.	Travaux de menuiseries extérieures, murs rideaux et verrières	47
5.8.1.	Mise en œuvre.....	47
5.9.	Travaux en façade	47
5.10.	Travaux de plâtrerie et carrelage	48

5.10.1.	Approvisionnements des plaques de placo et du carrelage.....	48
5.10.2.	Limitation des poussières	48
5.11.	Travaux des lots techniques	48
5.11.1.	Interventions en toiture	48
5.11.2.	Installation des réseaux en plancher.....	48
5.12.	Travaux de revêtement de sols.....	49
5.12.1.	Travaux de chape.....	49
5.12.2.	Travaux de sols	49
5.13.	Travaux en hauteur	49
5.13.1.	Application de la réglementation	49
5.13.2.	Travaux de grande hauteur	49
5.13.3.	Interventions en plafonds	50
5.14.	Travaux d'agencement/mise à disposition des cellules.....	50
5.14.1.	Travaux d'aménagements.....	50
5.15.	Travaux d'ascenseurs et monte-charges.....	50
5.15.1.	Installation ascenseurs	50
6.	MESURES GENERALES DE SALUBRITE	51
6.1.	VRD primaires.....	51
6.1.1.	Aire de la base vie et aires de stockage.....	51
6.1.2.	Alimentations énergie et fluides	51
6.1.3.	Eau potable	51
6.1.4.	Evacuation des eaux usées	52
6.2.	Installations de chantier - Cantonnements.....	52
6.2.1.	Modalités d'organisation	52
6.2.2.	Installations complémentaires	53
6.2.3.	Entretien des installations	53
6.3.	Préchauffage du chantier	54
7.	ORGANISATION DES SECOURS	55
7.1.	Moyens d'alerte.....	55
7.1.1.	Téléphone.....	55
7.1.2.	Consignes de sécurité	55
7.2.	Moyens de secours	55
7.2.1.	Sauveteurs secouristes du travail	55
7.2.2.	Matériel de secours	55
7.2.3.	Accès et organismes de secours	55
8.	MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS	56
8.1.	Coordonnateur SPS	56
8.1.1.	Rôle du coordonnateur	56
8.1.2.	Autorité du Coordonnateur	56
8.1.3.	Registre Journal	56
8.2.	Agrément, Inspection commune.....	57
8.2.1.	Agrément	57
8.2.2.	Inspection commune	57
8.3.	Concertation et information entre les entreprises	57

8.3.1.	Déclaration de sous-traitance.....	57
8.3.2.	Travailleurs indépendants et locatiers.....	58
8.3.3.	Présence de personnel étranger	58
8.4.	Diffusion des documents.....	58
8.4.1.	PGC.....	58
8.4.2.	PPSPS.....	59
8.4.3.	DHOL.....	59
	<u>Projet de règlement de CISSCT</u>.....	60
	<u>Modèle DHOL</u>	65
	<u>Dimensionnement des installations de chantier</u>	66
	<u>Fiche accident</u>.....	67

1. PREAMBULE

1.1. Classement de l'opération : catégorie 1

Le volume des travaux est supérieur à 10.000 Hommes / Jour

Cette opération est de catégorie 1.

Elle est soumise à déclaration préalable, au PGC et au DHOL.

Le Maître d'ouvrage est tenu de constituer un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T) 21 jours avant le début des travaux.

Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

A ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devez mener cette opération en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte et notamment des deux éléments suivants:

a) Il a été désigné pour la phase conception, étude et élaboration et la phase réalisation de l'opération, comme le prévoit le texte, un coordonnateur dont la fonction est d'organiser la coordination en matière de sécurité et protection de la santé entre les différents intervenants du chantier. Dans ce cadre, les rôles qui sont dévolus à ce coordonnateur et qui impliquent les entreprises du chantier, sont indiqués dans les textes en vigueur.

b) Le présent document est intitulé Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)

Vous devez donc conduire vos travaux en prenant en compte les éléments d'informations détaillés ci-après, tout en sachant que le P.G.C.S.P.S. pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

2.1. Coordonnées des Coordonnateurs SPS

Phase Conception :

Titulaire : Lydie DESESTRET – 06.28.84.16.10 lydie.desestret@socotec.com

Suppléant : Nicolas PASCAL - 06.60.22.16.07 nicolas.pascal@socotec.com

Phase Réalisation :

Titulaire : Lydie DESESTRET – 06.28.84.16.10 lydie.desestret@socotec.com

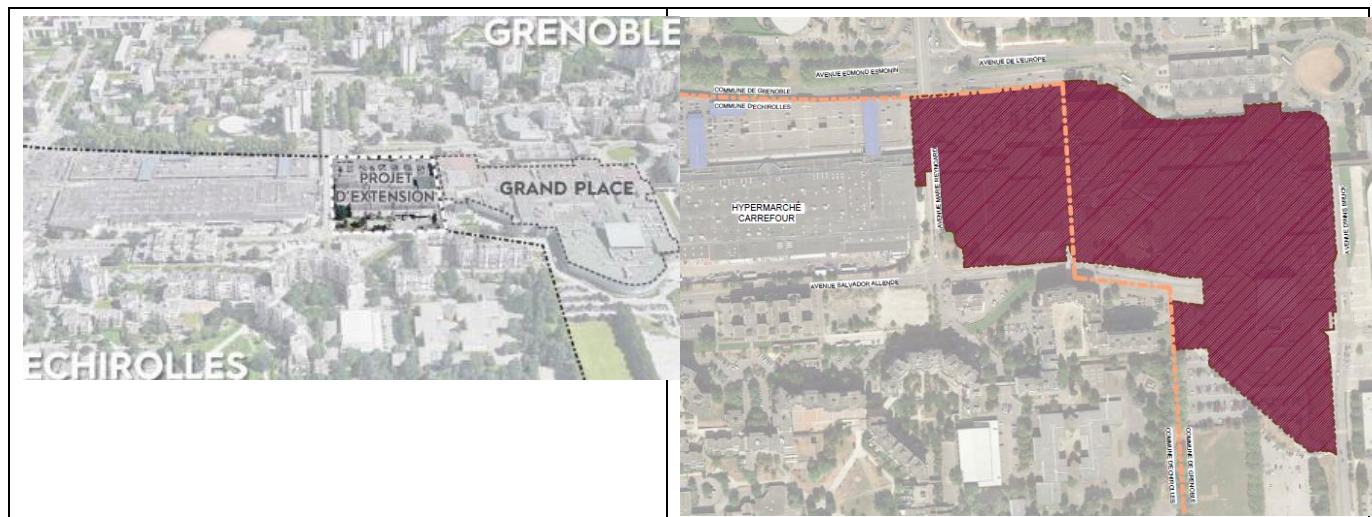
Suppléant : Nicolas PASCAL - 06.60.22.16.07 nicolas.pascal@socotec.com

2.2. Elaboration du PGC

Dispositifs prévus	A la charge de
2.2.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration	
Le plan général de coordination initial (indice 0) est élaboré après consultation des entreprises (dossier APD).	

2.3. Adresse du chantier

L'opération est située à l'adresse suivante :



2.4. Description des travaux

Le programme consiste en l'extension du Centre Commercial Grand Place. Le projet prévoit la création de 32 coques intégrant 2 moyennes unités, environ 13 restaurants et leur terrasse articulés par un mail



Le chantier sera réalisé dans un délais de 20 mois(+2 mois de préparation)

2.5. Liste des intervenants

La liste des entreprises titulaires de lots retenues par le Maître d'Ouvrage et des sous-traitants déclarés par les titulaires de lot, ainsi que leur effectif et leur nombre total, sont portés et tenus à jour au titre du Plan Général de Coordination lorsqu'il n'a pas été possible de les renseigner totalement à la date d'envoi de la déclaration préalable.

Le Coordonnateur établissant le Plan Général de Coordination avant la nomination des entreprises, se référer au panneau de chantier.

2.6. Liste des lots

Le projet est consulté en entreprise générale, le découpage des lots est le suivant :

0	Démolition - désamiantage	SCYNA4
1	VRD	IBSE
2	Gros œuvre - Structure béton - CM	SCYNA4
3	Atrium	ARCORA
4	Façades	ARCORA
5	Ouvrages en toiture	ARCORA
6	Etanchéité	EGIS
7	Métallerie	EGIS
8	CVC - Plomberie - Désenfumage - protection incendie	BETEM
9	CFO CFA SSI	BETEM
10	Menuiseries intérieures	EGIS
11	Cloisons plâtrerie	EGIS
12	Plafond suspendus	EGIS
13	Peinture	EGIS
14	Revetements muraux - Sols durs	EGIS
15	Transports mécaniques	ACCEO

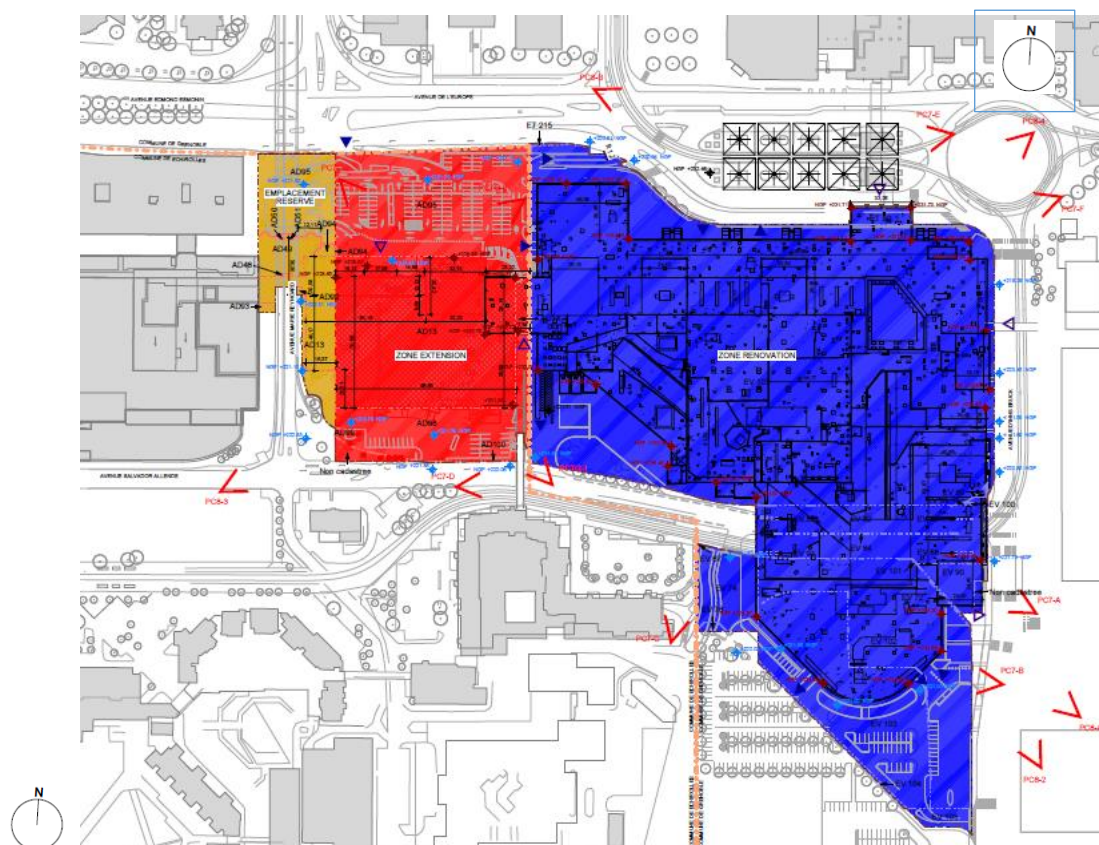
3. SUJESTIONS LIEES A LA CONFIGURATION ET AUX CARACTERISTIQUES DU SITE

3.1. Configuration du site

Nous pouvons noter :

- Au Nord : Boulevard de l'Europe qui va faire l'objet des différents aménagements ; Boulevard avec circulation importante
- A l'Ouest : La démolition prochaine de l'Autopont par la Métropole et les différents aménagements de cette voie « douce »+ création nouvelle passerelle vers Carrefour
- Au Sud : Rue Salvador Allende avec ces réseaux associés
- A l'Est : le Centre commercial Grand Place qui fait l'objet de la rénovation du mail : chantier en cours en différentes phases par KLEPIERRE

En amont de notre opération le désamiantage/démolition du bâtiment existant en lieu et place de notre projet par KLEPIERRE



L'étude de l'entreprise est subordonnée à une visite exhaustive des lieux.

3.2. Caractéristiques du sol - Etude géotechnique

Dispositifs prévus	A la charge de
3.2.1. Rapport d'étude de sol	
Le maître d'ouvrage a confié une étude de sol au bureau KAENA en date du 24/07/18 référencé : 18.8506.C Le rapport G2PRO est en cours de rédaction	Maître d'Ouvrage
<p>L'étude indique :</p> <p>14.3.4. Talus provisoires - Ouvrages de soutènement provisoires</p> <p>Les talus provisoires des fouilles pourront être dressés avec une pente de 1 de base /1 de hauteur, à adapter lors des terrassements si cela s'avère nécessaire. Ils devront être protégés contre l'action de l'eau, par des feuilles de polyane soigneusement fixées.</p> <p>Côté Sud, le projet est en limite de propriété, en bordure de l'avenue Salvador Allende. Dans cette zone les terrassements provisoires en déblai seront de l'ordre de 1.5 à 1.9 m/TA, on prévoira donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit la réalisation d'un talutage hors des limites de propriété (sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, et de la vérification de l'absence de réseaux sensibles), • Soit la mise en place d'un soutènement provisoire par paroi berlinoise autostable. • Ou soit éventuellement des travaux par passes de longueur limitée (terrassement, construction de la fondation et du mur définitif puis remblaiement immédiat). 	Entreprise Générale

3.3. Pollution des sols

Dispositifs prévus	A la charge de
3.3.1. Rapport d'étude de pollution	
<p>Point spécifique à faire avec le Lot Démolition en interface avec l'Entreprise Générale pour l'extension vis-à-vis des rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan de gestion des terres à excaver et analyse des enjeux environnementaux et sanitaires de EnvirEauSol du 29/10/2019 réf : 19.362 V3 <p>12.2 Préconisations</p> <p>La société EnvirEauSol préconise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réalisation de sondages complémentaires au droit des mailles non inertes pouvant réduire les volumes de terres devant faire l'objet d'une évacuation en filière adaptée ; • la réalisation d'une nouvelle campagne de mesure de gaz du sol au droit des quatre ouvrages en place au droit du site ; • la gestion des terres en ISDI avec revalorisation de celles-ci pour les terres inertes et en ISDI+ pour les terres non inertes. <p>Nous préconisons la conservation de la mémoire des concentrations mesurées pour les sols restant en place ainsi que les mesures de gaz du sol.</p> <p>En cas de modification du projet, nous préconisons d'actualiser la présente étude.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Caractérisation complémentaire de l'état des milieux – Investigations sur les sols et gaz du sol de EnvirEauSol du 27/08/2019 réf : 19.362 V2 	<p>Maître d'Ouvrage Moe Lot Démolition/ Entreprise Générale</p>

3.4. Réseaux existants aériens et/ou enterrés

Dispositifs prévus	A la charge de
3.4.1. Réseaux enterrés	
Les Demandes de Travaux (DT) ont été réalisées par le Maître d'Ouvrage. Une Déclaration de travaux (DT) sera adressée par le Maître d'Ouvrage aux différents concessionnaires et services. Le numéro de télé-déclarant sera communiqué à tous les intervenants.	Maître d'Ouvrage
Des réseaux existants seront à dévier avant la phase de démarrage de l'extension : <ul style="list-style-type: none"> Réseaux EU et EP dans le cadre du chantier de désamiantage/démolition Réseaux CCIAG, ce dernier pouvant impacter notre accès chantier, une concertation spécifique devra être réalisée 	Moe, Lot Démolition Générale et CCIAG
Chaque réseau impacté par les travaux fera l'objet d'une consignation de réseau par les personnes habilitées. -> Fournir les attestations de coupure ou d'isolement	Maître d'Ouvrage Maître d'Œuvre Entreprise Générale
3.4.2. Réseaux aériens	
Pour information, passage du Tramway dans la Rue Salvador Allende.	Tous Corps d'Etats

3.5. Matériaux dangereux

Dispositifs prévus	A la charge de
3.5.1. Matériaux amiantés, revêtements contenant du plomb	
L'ensemble de ces matériaux ont été traités dans le cadre de la partie du chantier « Désamiantage/démolition » qui fait l'objet d'un PGC spécifique.	Maître d'Ouvrage

3.6. Activités à proximité du site

Dispositifs prévus	A la charge de
3.6.1. Activité mitoyenne	
<p>Vigilance demandées aux entreprises (surveillance à charge du Maître d'œuvre) concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones en activité en fonction des phases • Le Centre commercial Carrefour et Grand Place en activité • La passerelle piétonne depuis les logements Sud et les sorties secours à maintenir vis-à-vis de l'activité de Grand Place • La proximité directe avec le Boulevard de l'Europe avec une circulation dense <p>Par conséquent toutes les dispositions nécessaires à la sécurité et à la protection des occupants devront être prises et appliquées rigoureusement, y compris entretien pendant la durée des travaux, démontage et repliement en fin de chantier ou en fin de journée (information, balisage, signalisation, barrières, garde-corps, passages aménagés...).</p>	Tous Corps d'Etats

3.7. Interférences prévisibles

Une note d'organisation de chantier a été réalisé par EGIS (Décembre 2019) puis mise à jour en Phase Pro pour définir entre autre des modalités d'organisation nécessaire à ce chantier compte tenu de son phasage, de la présence d'autres chantiers, du site en fonctionnement et de son environnement urbain ;

Concernant les chantiers avoisinants :

Chantier rénovation du Centre existant : (normalement ce chantier sera terminé)

- Tenir compte du planning et des plans installation et circulations de cette opération
- Chantier de l'extension sera clos et indépendant le plus longtemps possible vis-à-vis
 - ✚ du centre Commercial Carrefour (à l'extrémité Ouest) avec la création de maçonneries au niveau de la porte CF et vis-à-vis du CC Gd Place au droit de la boutique SFR par le rideau métallique existant.
 - ✚ En complément réalisation d'un mur maçonné en partie haute des escalators le temps de la conservation du hall depuis la passerelle des Granges. **Pendant toute cette phase d'isolement, le mur crée sera pourvu de portes permettant de garantir l'accès aux escaliers métalliques pour les sorties de secours**
 - ✚ Au niveau de la passerelle des Granges : fermeture au moyen de palissades en bardage
- Le passage sous la rue couverte passant sous le centre commercial permettant une liaison Nord Sud entre l'avenue de l'Europe et la Rue Salvador Allende doit être maintenu le plus possible. En effet, cette rue ne sera fermée que lors des opérations de GO et de façade couverture au droit de cette zone
- Pendant l'ensemble du chantier : un cheminement piéton sécurisé permettant de contourner le chantier entre les deux centres en passant à proximité de la pharmacie provisoire, sera réalisé et maintenu pour la durée du chantier. Il pourra évoluer en fonction des phasages des différents chantiers

Chantier de la Métropole de Grenoble :

- Démolition de l'auto pont et sa requalification en voie piétonne et VL faible vitesse
- La requalification du cours de l'Europe
- Il a été convenu entre les 2 MO de pouvoir disposer de l'espace nécessaire au bon déroulement du chantier pour la réalisation de la structure et du clos couvert puis les espaces publics seront restitués avec le repli des clôtures périphériques. Ce point fera l'objet d'une surveillance particulière

Passerelle Carrefour

- Elle sera réalisée pendant le chantier de l'extension
- Le phasage envisagé est le suivant :
 - ✚ Dans un premier temps réalisation des pieux avant la réalisation de la structure du CC
 - ✚ Dans un deuxième temps, l'élévation de la passerelle, une fois la structure du CC en place, pendant la réalisation du clos couvert
 - ✚ Les délimitations et emprises pour ce chantier feront l'objet d'une réunion spécifique

Travaux concessionnaires : principalement les réseaux de chauffage urbain et HTA :

- Les réseaux de chauffage urbains actuellement à l'arrière de l'ancien Conforama et passant sous la Rue couverte doivent être déviés et reportés sur l'avenue Marie Reynoard et Salvador Allende. Ces travaux sont en cours et seront donc partiellement réalisés aux démarrages de l'extension
- Démolition locaux distribution ENEDIS pendant la phase de déconstruction, pendant la phase chantier un poste cabine sera installé par ENEDIS sous la Passerelle des Granges pour alimenter le chantier et la pharmacie provisoire.

Pharmacie provisoire :

- Pendant la phase de déconstruction : création pour transfert d'une pharmacie provisoire à proximité de notre chantier d'extension : une attention particulière doit être portée sur le maintien des cheminements piétons sécurisés pour se rendre à ce commerce

Concernant l'organisation de chantier et phasage

Signalétique et basage de chantier :

- L'intégralité du site sera balisé et fléché par le Lot GO, par la mise en place de panneaux indicateurs : entrée/sortie du site, base vie, aire de stockage, sanitaires, gardien, point de rassemblement, aire de lavage, sens de circulation,...

Base vie :

- Mise à disposition par le MO d'un terrain à proximité pour permettre la mise en place de la base vie ainsi qu'une zone de stockage tampon pour gérer les livraisons

Hygiène et sécurité du chantier :

- Port badge obligatoire
- Port d'un gilet réfléchissant au nom de l'entreprise titulaire du marché
- Mettre en place les mesures nécessaires pour respecter les horaires et les seuils vis-à-vis du bruit
- Dès le démarrage du chantier, fourniture et pose d'un bungalow par le Lot GO pour le contrôle d'accès/gardiennage puis au démarrage du GO un second bungalow : **emplacement à définir**
- Puis au démarrage du clos couvert, location d'un troisième bungalow pour gérer les livraisons sur la façade Nord de l'opération
- Dès le début de l'opération, un contrôle d'accès au site devra être mis en place (de 6h30 à 18h30), il comprendra :
 - ✚ Distribution de badges nominatifs (par entreprise et par personne) sur remise d'une pièce d'identité ou badge professionnel
 - ✚ Des tourniquets seront mis en place avec déclenchements par badge
 - ✚ Contrôle de ces badges à l'accès du site
 - ✚ L'orientation des intervenants en fonction de leur demande
 - ✚ L'inspection de véhicules quittant le site

D'une manière générale et en tenant compte des différents PIC de principe joint, il faudra être vigilant sur les points suivants :

- Circulation de chantier en fonction des phases et des tranches de travaux en tenant compte des travaux périphériques:

- Plan de circulation pour les accès chantier
- Aménagements entrées et sorties de chantier
- Circulation interne dans chantier
- Les différents cheminements dont l'importance des cheminements pour les pitons chantiers et public aux abords du chantier
- Importance de la signalétique et des délimitations.

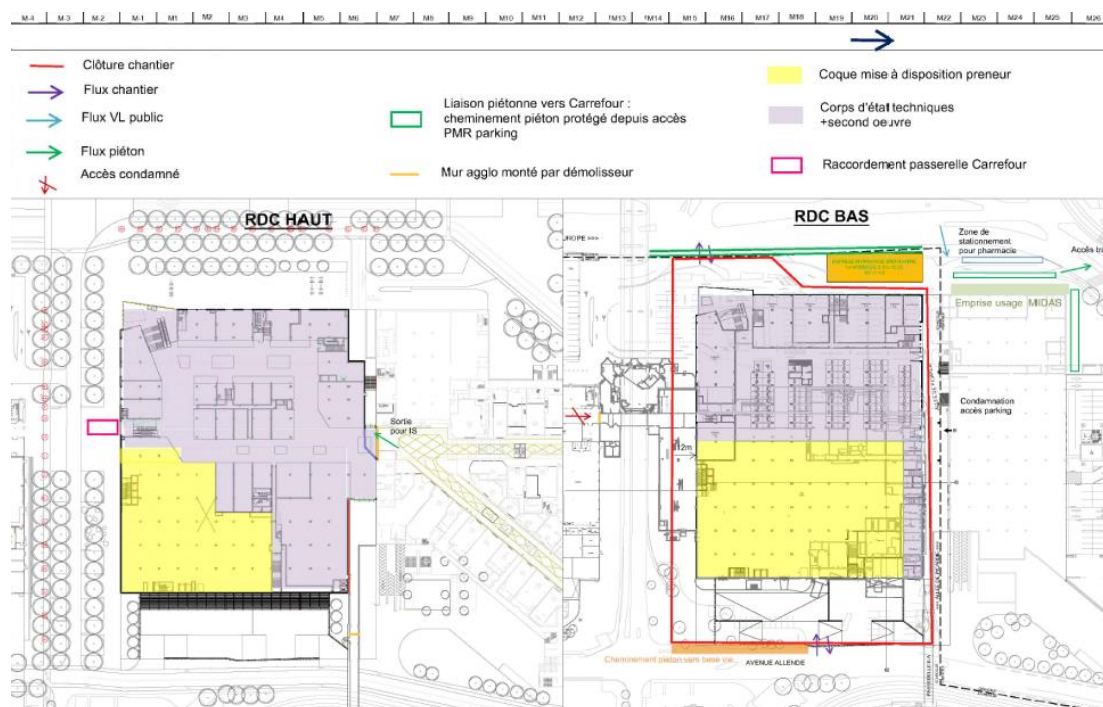
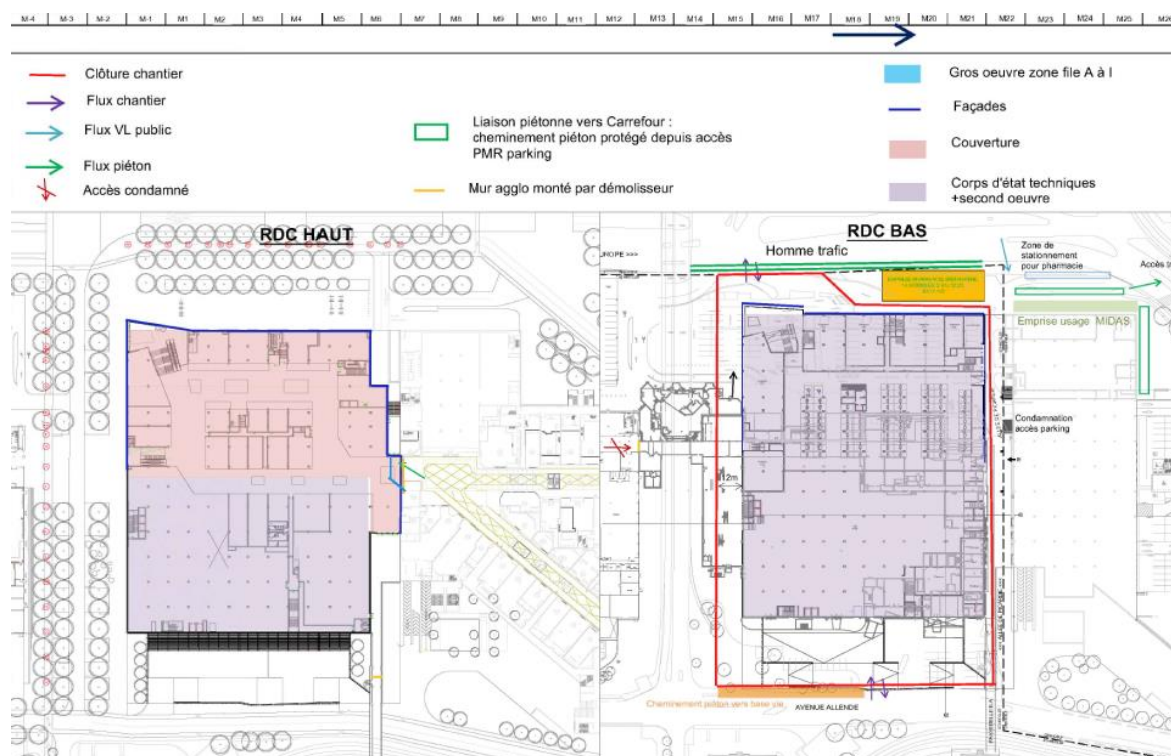
- L'organisation générale du chantier pour :

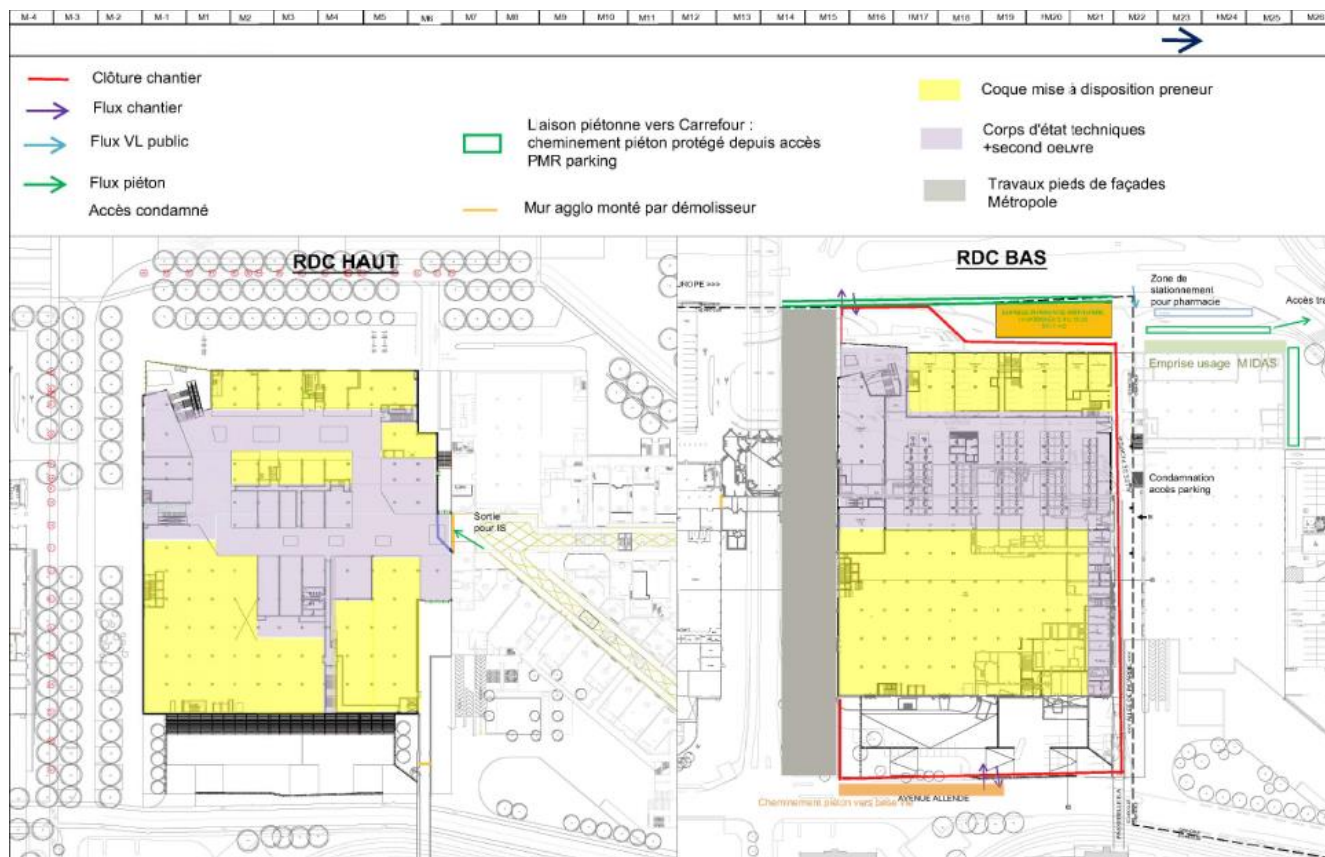
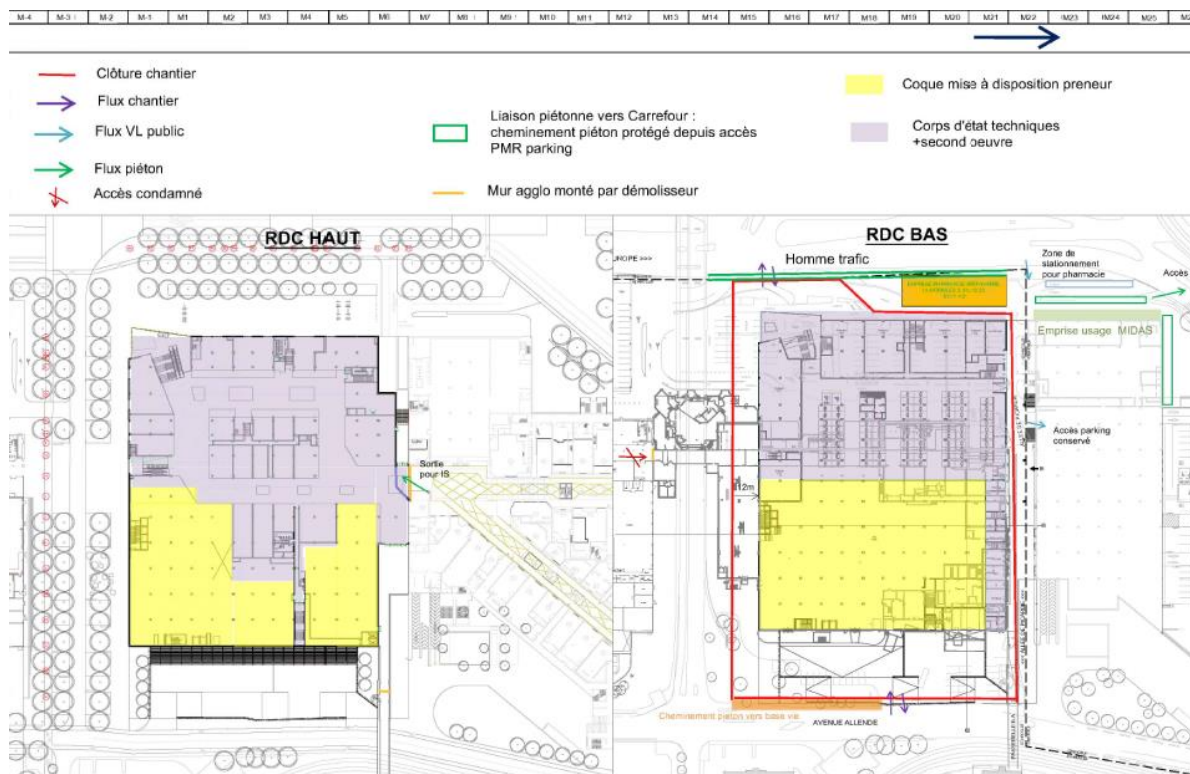
- les approvisionnements
- les stockages
- les installations de chantier
- les moyens de levage
- les bennes,...

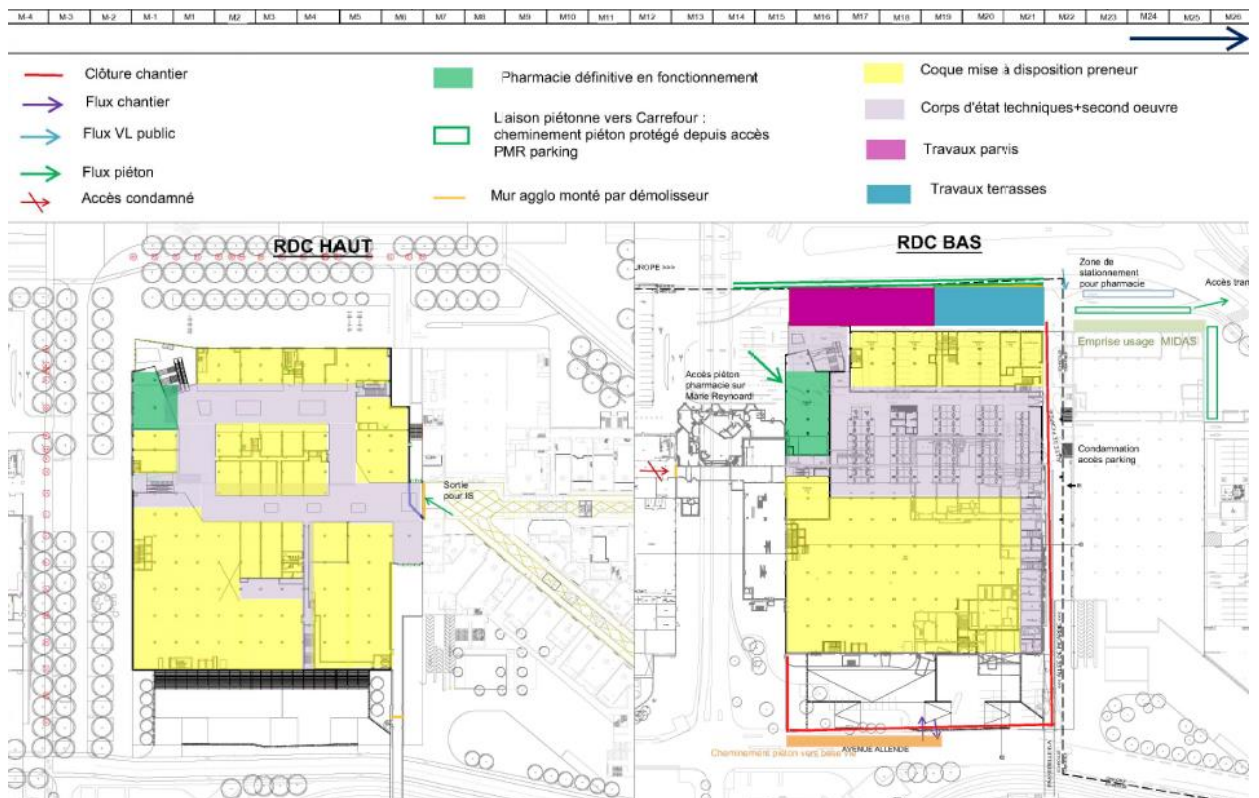
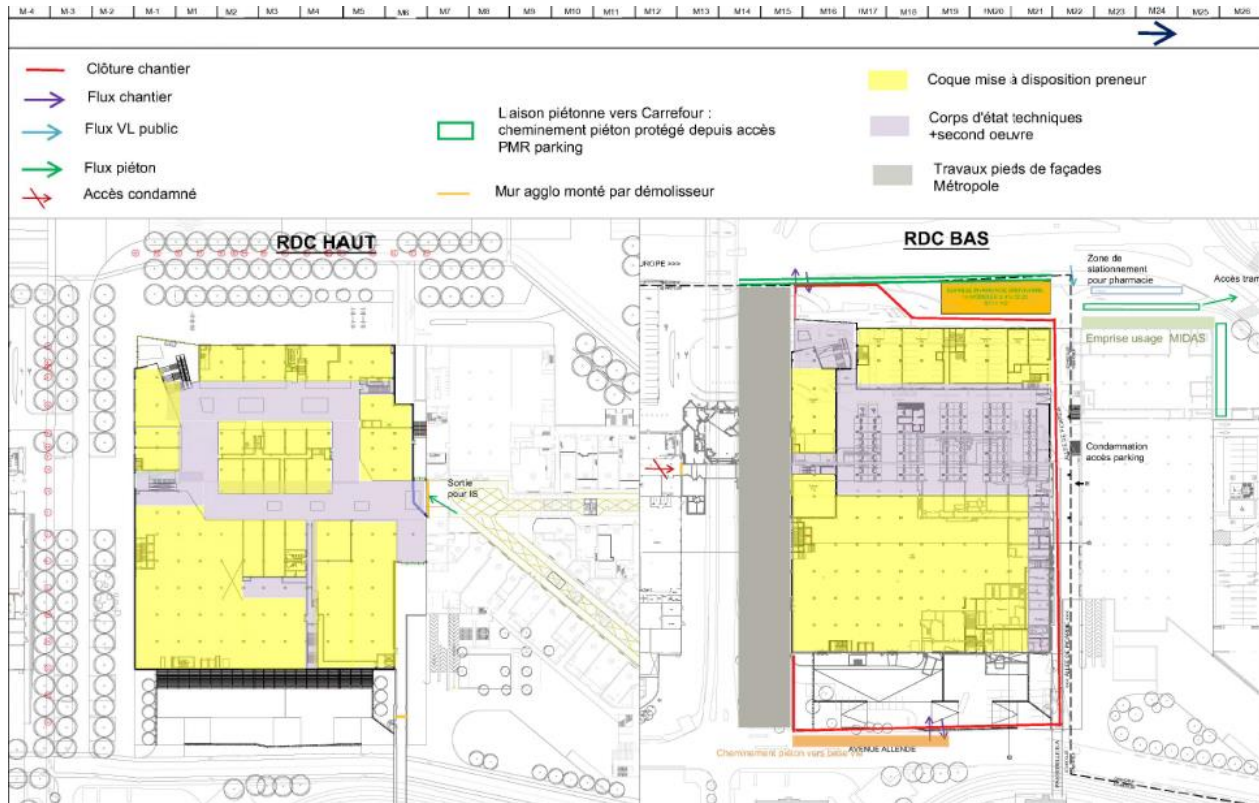
- Les interférences lors des travaux de VRD, chantiers mitoyens et aménagements aux abords des bâtiments et organisation selon la mise à disposition de certaines cellules

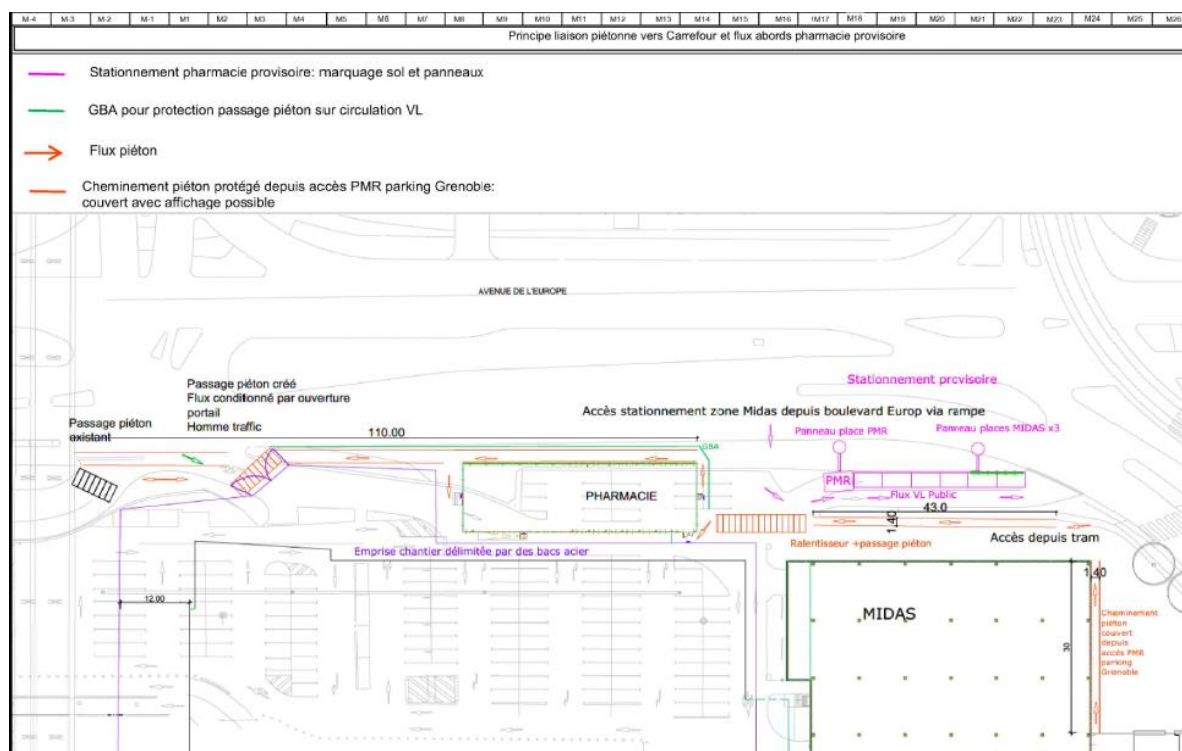
En complément nous pouvons tenir compte des différents plans d'organisation selon l'évolution du chantier à partir du Terrassement du bâtiment extension :











4. MESURES GENERALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

4.1. Mesures d'organisation et de coordination

Dispositifs prévus	A la charge de
4.1.1. Planification	
Le projet de planning a été établi par le maître d'œuvre dans la phase de préparation du DCE et devra être joint au dossier d'appel d'offre.	Maître d'Ouvrage
Un planning d'exécution des travaux sera diffusé, à toutes les entreprises, après présentation au Maître d'ouvrage et Coordonnateur SPS. Cette présentation sera faite avant tout démarrage de chantier, pendant la période de préparation.	Maître d'OEuvre
<p>Il devra intégrer des délais compatibles à une prévention normale des risques de coactivité.</p> <p>Les risques d'interférence entre entreprises devront être minimisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En évitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones - En évitant les travaux superposés, sans mesures spécifiques - En facilitant les interventions en terme de flux (matériel, matériaux), et de mutualisation des moyens. 	Maître d'OEuvre
Il devra faire l'objet de mise à jour en fonction de l'avancement du chantier et sera notamment complété par un planning des approvisionnements du second œuvre en fonction des mises en service des barrières écluses et des ascenseurs pour les besoins du chantier.	Maître d'OEuvre
4.1.2. Mutualisation	
<p>Les entreprises recherchent une utilisation en commun des équipements adaptés au transfert de charge pour limiter les manutentions manuelles et les risques d'interférence.</p> <p>Un planning d'intervention et un plan d'implantation doivent systématiquement compléter le P.P.S.P.S. préalablement à l'intervention.</p>	Tous Corps d'Etats

4.2. Plan d'installation de chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
4.2.1. <i>Projet de plan d'installation de chantier</i>	
Des plans guide d'installation de chantier (PIC de principe), établis par le maître d'œuvre, est joint au DCE pour donner les indications aux entreprises du schéma d'organisation à suivre	Maître d'OEuvre
<p>En phase préparatoire, l'entreprise fournira son plan général d'installation de chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.</p> <p>Sur ce plan figureront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les différentes clôtures - Les entrées et sorties et organisation des circulations - La zone des cantonnements et bureaux de chantier, les installations sanitaires secondaires - Les entrées du bâtiment - Les voies de circulation - Les zones de stationnement - Les zones d'approvisionnements et de stockage - L'implantation des moyens de levage - L'implantation des armoires de distribution électrique. - Les points d'eau - La zone pour les bennes à déchets et le tri et zone de stockage étanche pour les produits dangereux - Zone de nettoyage des camions et de récupération des eaux usées 	Entreprise Générale
Un affichage de ce plan est assuré dans le bureau de chantier et à l'entrée du chantier	Entreprise Générale
4.2.2. <i>Informations supplémentaires liées au DHOL à intégrer au PIC</i>	
<p>Rappel du DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons): évoqué par la Recommandation CARSAT R476, ce document, pré-établi dans le PGC par le Coordonnateur SPS, précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes.</p> <p>Le client (l'entreprise du BTP) établit son PPSPS et renseigne le DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres, et avant la livraison. Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise. Il est annexé au PPSPS de celle-ci.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Le Maître d'Œuvre doit faire un Pré PIC en concertation avec le Coordonnateur SPS incluant les dispositions suivantes à prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie) - Zones de stockage - Dimensions des aires de stockage - Charges admissibles - Nature du terrain - Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit) 	Maître d'OEuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
4.2.3. Mise à jour	
Le plan d'installation de chantier sera mis à jour : - à chaque évolution des installations - 1 mois avant l'arrivée du 2nd œuvre	Entreprise Générale
4.2.4. Emprise sur le domaine public	
Le passage sous la rue couverte passant sous le centre commercial permettant une liaison Nord Sud entre l'avenue de l'Europe et la Rue Salvador Allende doit être maintenu le plus possible. En effet, cette rue ne sera fermée que lors des opérations de GO et de façade couverture au droit de cette zone L'entreprise souhaitant fermer cet axe routier entreprendra les démarches nécessaires auprès des services de la voirie afin d'obtenir sa condamnation dans le planning envisagé	A confirmer phase DCE
Aucun stationnement de véhicule de livraison n'est admis sur la voie publique sauf autorisation expresse des autorités de police. Aucun stockage sur les trottoirs et voies publiques. L'entreprise doit prendre toutes les mesures pour maintenir une circulation fluide sur les voies publiques au périmètre du chantier. Les abords du chantier seront maintenus en permanence dans un état de parfaite propreté. Prendre toute mesure utile pour éviter que les véhicules/engins ne salissent les voies.	Tous Corps d'Etats
L'entreprise concernée fait son affaire des démarches administratives auprès des services de voiries en cas de nécessité de modification des règles de circulation et d'accès au chantier.	A confirmer phase DCE

4.3. Fermeture chantier

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.1. Clôture de chantier intérieure et signalisation	
Les délimitations mises en place au niveau du mail du CC existant en phase démolition seront maintenues et entretenues jusqu'à l'ouverture de l'extension ; La signalétique correspondante sera en place	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
4.3.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation	
La clôture sera installée autour du chantier dès le démarrage des travaux. Elle sera entretenue jusqu'à la fin du chantier.	Entreprise Générale
L'ensemble du chantier, de la base vie et aire de stockage sera complètement clôturé par des palissades blanches sur plots béton et reliées par connecteur, pleines de hauteur 2 m. En complément, un linéaire de palissades sera de type CISALAMES pour y afficher de la communication, emplacement à préciser	Entreprise Générale
Des pancartes « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront affichées sur le portail d'entrée et sur la clôture en périphérie du chantier. Cette signalisation devra être entretenue autant que de besoin pendant toute la durée du chantier.	Entreprise Générale
L'entreprise Générale doit prévoir : <ul style="list-style-type: none"> • Portail coulissant à l'entrée et à la sortie de l'aire de livraison x2 • Porte d'accès piéton à la base vie • Une barrière relevante à l'entrée principale du chantier pour le contrôle d'accès par la société de gardiennage 	Entreprise Générale
L'Entreprise Générale prend en charge : <ul style="list-style-type: none"> • En phase de clos couvert les adaptations nécessaires pour implanter une aire de livraison et pose 2 portails battants complémentaires • A l'avancement des travaux de Clos couvert, il assurera également le déplacement des clôtures au droit des façades du bâtiment pour permettre la réalisation des travaux de VRD de la Métropole et protéger les accès au chantier • L'adaptation de la clôture lors des phases successives de travaux en correspondance avec le lot Terrassement d'une part et VRD d'autre part. 	Entreprise Générale
La réparation des dégradations est à prévoir à charge de l' Entreprise Générale mais le coût est pris en charge par les dépenses d'intérêt commun si l'auteur des dégradations n'est pas identifié. Ceci sous-entend que les clôtures fassent l'objet d'une réception de leur achèvement.	Compte Prorata
En cas d'emprise sur le domaine public, la clôture sera soit éclairée, soit équipée d'un dispositif réfléchissant.	Entreprise Générale

4.4. Identification des personnes autorisées

Dispositifs prévus	A la charge de
4.4.1. Identification du personnel	
Un bungalow sera positionné à l'entrée de la base vie pour gérer les accès et la création de badge nominatif pour permettre un pointage à l'entrée de la base vie et au niveau du	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
chantier au travers du tourniquet d'accès	
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre. Port d'un gilet réfléchissant au nom de l'entreprise titulaire du marché	Tous Corps d'Etats
4.4.2. Visites de chantier par des tiers.	
Les visites de chantier par des tiers sont interdites, sauf accord préalable du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Dans ce cas elles seront encadrées par ces derniers et sous leur responsabilité.	Maître d'OEuvre
4.4.3. Panneau de chantier	
La liste des entreprises est tenue à jour et affichée de façon visible depuis l'extérieur du chantier au titre de l'affichage de la Déclaration Préalable. Toutes les entreprises appelées à intervenir sur le chantier sont mentionnées sur le panneau de chantier. Ceci concerne également les sous-traitants quel que soit leur rang. L'entreprise prévoit un espace suffisant sur le panneau de chantier pour permettre de compléter la liste en fonction de l'arrivée des sous-traitants.	Entreprise Générale
A charge du MOE : la maquette	Maître d'OEuvre
Le Maître d'Ouvrage tiendra régulièrement informé l'entité chargée de mettre à jour le panneau de chantier pour qu'elle y intègre les sous-traitants.	Maître d'Ouvrage
La vérification de la stabilité, la position et les éventuels déplacements des panneaux se feront sous la responsabilité du Maître d'Œuvre.	Maître d'OEuvre

4.5. Circulations des véhicules

Dispositifs prévus	A la charge de
4.5.1. Accès des véhicules et stationnement	
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre. Un accès Nord et un accès Sud seront créés pour permettre d'assurer les flux logistique. Ces accès seront limités au PL et contrôlés par un homme trafic au droit de chaque entrée/sortie	Tous Corps d'Etats
Zones à confirmer Le stationnement de personnes intervenantes sur le chantier se fera dans le parking du CC accessible vers la zone logistique du CC existant dans des poches de parking peu utilisés par l'exploitant	Tous Corps d'Etats
La voie d'accès devra être suffisamment résistante pour le trafic du chantier et cela jusqu'à la fin	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
des travaux.	
Elle sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du CSPS ou du Maître d'Œuvre.	Entreprise Générale
4.5.2. Nettoyage engins et voirie	
Mise en place d'une aire de lavage des camions : emplacement à définir.	Entreprise Générale Prorata
Mise en place d'un d'aire de lavage des toupies béton	Entreprise Générale
4.5.3. Guidage	
La manœuvre des poids lourds et engins ainsi que les évolutions avec visibilité réduite seront réalisées avec le guidage d'un membre du chantier formé à ces opérations.	Tous Corps d'Etats

4.6. Circulations des piétons

Dispositifs prévus	A la charge de
4.6.1. Cheminement piéton	
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport et nivelés pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Ces cheminements seront aménagés depuis l'entrée du chantier jusqu'aux installations de cantonnements et entrées du bâtiment. Ils seront entretenus autant que de besoin.	Entreprise Générale
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions (treillis filet orange).	
Mise en place d'un cheminement sécurisé entre la zone base vie et le chantier	
Dans le cas où les travaux interfèreraient avec les cheminements, des équipements adaptés (passerelles ...) seront mis en place pour garantir la continuité et la sécurité.	Tous Corps d'Etats
Le Maître d'Œuvre priorisera le remblaiement devant les entrées des bâtiments.	Maître d'OEuvre
4.6.2. Auvents de protection aux entrées du bâtiment	
Un auvent de protection contre les chutes d'objet sera installé au droit de chaque entrée dans le bâtiment par les entreprises travaillant en façades.	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
4.6.3. Escaliers	
<p>Les escaliers intérieurs en béton préfabriqué seront privilégiés, les volées seront posées à l'avancement de la réalisation des dalles.</p> <p>Les calettes de manutention seront coupées dès que possible.</p> <p>Les éventuels vides réservés pour l'isolation intérieure seront sécurisés (notamment si l'espace entre l'escalier et le mur est supérieur à 20cm).</p>	Entreprise Générale
4.6.4. Tour d'escalier et escalier provisoire	
<p>En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement de l'élévation du gros-œuvre, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire.</p>	Entreprise Générale
<p>Attention, en cas d'encombrement de l'escalier par des étalements, banches, coffrages ... empêchant une utilisation ergonomique, un autre accès devra être impérativement mis en place en anticipation.</p>	Entreprise Générale
Voir dans le § Couverture : mise en place de tour d'escaliers pour accès en couverture	Entreprise Générale

4.7. Charte Chantier Vert à Faibles Nuisances

Dispositifs prévus	A la charge de
4.7.1. Respect des prescriptions	
<p>Ce chantier s'inscrit dans une démarche BREEM, cette mission est validée par Green Affair et décrit les exigences relatives à l'organisation d'un « Chantier à faibles nuisances ».</p> <p>Ce cahier des charges concerne tous les intervenants du chantier</p>	Tous Corps d'Etats
<p>La gestion de l'organisation du chantier à faibles nuisances sera menée par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances qui devra être désigné dès le début du chantier et sera intégré à l'Entreprise Générale</p> <p>Un Réfèrent Environnement Entreprise sera également désigné pour chacun des autres lots.</p> <p>La gestion de la qualité environnementale du chantier devra donc être contrôlée et suivie régulièrement par l'AMO Environnement, Green Affair</p>	Maître d'OEuvre
<p>Le Titulaire devra décrire dans le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED) à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liste des déchets • Classement suivant les tris • Besoins en zones de tri et de stockage • Organisation du tri et du transport des déchets • Actions pour limiter les déchets • Actions pour limiter les nuisances dus au chantier : poussières, bruit, • Informations, consignes, pour cette gestion • Moyens de contrôle 	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
Chaque nouvel arrivant pourra assister à une formation chantier à faibles nuisances assurée par le Responsable Chantier à Faibles Nuisances. Lors de cette formation, un livret d'accueil sera remis indiquant l'essentiel des consignes environnementales Il s'engage à faire respecter par son ou ses propres sous-traitants les mêmes obligations que celles qu'il doit respecter lui-même.	Tous Corps d'Etats
4.7.2. Nettoyage et gestion des déchets	
Le nettoyage du chantier est réalisé par chaque entreprise au fur et à mesure des travaux.	Tous Corps d'Etats
Chaque Titulaire organisera l'évacuation des gravois et déchets pour ses travaux et ceux de l'ensemble de ses sous-traitants. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	Tous Corps d'Etats
Le Coordonnateur rappelle cependant à l'Animateur Construire Propre que la mise en commun des moyens s'applique aussi à la gestion des déchets. Une optimisation de la gestion des types de bennes présentes sur le chantier (gravats, ferrailles, DIB, DIS ...) sera apportée en fonction de l'actualité du chantier : <ul style="list-style-type: none"> • Mutualisation pertinente de la gestion des évacuations des déchets en fonction de l'évolution du chantier • Mutualisation étudiée par groupement, nature des déchets, phases de travaux et volumes produits • Déchets éliminés au plus proche de la source (au stade de la livraison) 	Autre

4.8. Nettoyage et déchets

Dispositifs prévus	A la charge de
4.8.1. Bennes à gravois et déchets	
Des bennes à gravois et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier en respectant le PIC. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.	Entreprise Générale
Les bennes seront positionnés dans l'aire de stockage du chantier jusqu'à la mise en service de la zone de livraison L'Entreprise Générale prévoira également la mise en place des containers mobiles dédiés au tri des déchets à proximités des zones de travail. Ces containers seront évacués quotidiennement et à chaque fois que leur taux de remplissage le nécessite vers les bennes principales du chantier L'évacuation de ces containers est à la charge de l'entreprise Générale	Entreprise Générale
Une optimisation de la gestion des types de bennes présentes sur le chantier (gravats, ferrailles, DIB, DIS ...) sera apportée en fonction de l'actualité du chantier : <ul style="list-style-type: none"> • Mutualisation pertinente de la gestion des évacuations des déchets en fonction de l'évolution du chantier • Mutualisation étudiée par groupement, nature des déchets, phases de travaux et volumes produits • Déchets éliminés au plus proche de la source (au stade de la livraison) 	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
4.8.2. Nettoyage et acheminement des déchets vers les bennes	
<p>Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien.</p> <p>Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations de chantier seront tenues dans un état de propreté constant.</p> <p>Le titulaire d'un lot s'engage à faire respecter par son ou ses propres sous-traitants les mêmes obligations de nettoyage que celles qu'il doit lui-même respecter.</p>	Tous Corps d'Etats
Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'Etats
4.8.3. Matières dangereuses	
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées	Tous Corps d'Etats
Si ces produits sont impossibles à évacuer du chantier, le stockage est à réaliser à l'extérieur du bâtiment à construire, dans un local (ou conteneur) clairement identifié.	Tous Corps d'Etats

4.9. Approvisionnements, stockages et manutentions

Dispositifs prévus	A la charge de
4.9.1. Aire de livraison	
Une ou des aires de livraison seront définies à l'intérieur du chantier. Elles seront matérialisées par un balisage et reportée sur le plan d'installation de chantier.	Entreprise Générale
L'entretien de cette aire suite à dégradation est réparti à charge des dépenses communes mais réalisé exclusivement par l'Entreprise Générale.	Compte Prorata
Le stationnement y est limité aux seules manœuvres de déchargement.	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
4.9.2. Organisation des approvisionnements	
<p>Une réunion de coordination spécifique avec tous les corps d'états sera organisée dès le début des élévations pour valider le planning et les moyens d'approvisionnements.</p> <p>Le MO met à disposition un terrain à proximité du chantier pour permettre une zone de stockage tampon pour gérer les livraisons</p>	Maître d'OEuvre
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaires à son approvisionnement et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'Etats
La manutention des éléments sera assurée en évitant la présence à proximité de toute personne non strictement indispensable à la manœuvre de déchargement. Celle-ci sera effectuée après un contrôle de la stabilité du support et de l'engin de levage.	Tous Corps d'Etats
4.9.3. Zones de stockage des matériaux et matériels	
Les stockages se feront sur les aires prévues à cet effet et indiquées sur les PIC	Tous Corps d'Etats
Les stockages extérieurs de longue durée sont à éviter pour limiter l'encombrement du chantier. Ils seront balisés et identifiés par les entreprises utilisatrices. Ils seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	Tous Corps d'Etats
Le stockage, même provisoire s'effectuera obligatoirement de façon stable en dehors des circulations extérieures et intérieures ou aux entrées des bâtiments	Tous Corps d'Etats
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture).	Entreprise Générale
4.9.4. Grues : installation	
Rappel : Par décret du 02.12.1998 et arrêté du 01.03.2004, le responsable d'un chantier sur lequel sont installées une ou plusieurs grues doit prendre toutes dispositions afin de s'assurer de leur stabilité sur leur assise et prendre en considération les conditions environnementales du chantier dans l'évaluation des risques.	Entreprise Générale
Selon le type de grues utilisées, l'entreprise devra s'assurer que les fondations de grue soient réalisées en tenant compte de la nature du sol et des recommandations du rapport d'étude géotechnique.	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Obligations légales à tenir à disposition d'organismes de prévention et du CSPS dans le bureau de chantier dès la mise en place de l'Appareil de levage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifications périodiques - Habilitations du personnel - Examens environnementaux - Avis techniques - Vérifications lors de la mise ou remise en service : M1, M2, M3 - Si exigé : Vérifications des dispositifs de contrôle des mouvements à zone d'interférence/zone interdite : M4 <p>Ces documents sont un préalable à l'autorisation de démarrage des opérations</p>	Entreprise Générale
4.9.5. Grues automotrices	
<p>En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues automotrices, seront exigés :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Un plan d'installation de chantier avec zones sécantes o Un plan de coupe avec détails techniques (hauteurs, circonférences...) o Une convention de mise en œuvre des grues avec mesures de sécurité imposées aux entreprises (dispositifs de gestion des interférences) o Un protocole d'accord inter-entreprises avec situations dégradées (horaires, absence grutier, méthodes de mise en girouette, intempéries ...) <p>Le coût induit est à prendre en charge par les entreprises concernées.</p>	Entreprise Générale
4.9.6. Grues : interférences	
<p>Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levages en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents.</p> <p>Il y a interdiction de survol de charge en dehors de l'emprise foncière de l'opération, et notamment au-dessus de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des accès au chantier et cantonnements, - De la voie publique - Des bâtiments environnants 	Entreprise Générale
4.9.7. Moyens de levage propre à chaque lot	
<p>L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre en concertation avec le coordonnateur.</p>	Entreprise Générale
<p>L'absence de moyens de manutention mécanique pour les approvisionnements peut entraîner l'exclusion de l'entreprise jusqu'à l'utilisation du matériel approprié.</p>	Tous Corps d'Etats

4.10. DHOL (chantiers de catégorie 1)

Dispositifs prévus	A la charge de
4.10.1. Nouveau dispositif	
<p>L'opération est concernée par le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité) décrit par la Recommandation CRAM R476 qui vise à l'amélioration de l'organisation des livraisons sur les chantiers clos et indépendants.</p> <p>Ainsi, le Maître d'œuvre agira avec le Coordonnateur SPS pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier que l'ordonnancement des livraisons à l'avancement des travaux ne génère pas de risques liés à la coactivité. - donner les instructions nécessaires relatives à la résistance des parties de l'ouvrage devant supporter le poids des charges à y déposer (au besoin prévoir un plan de répartition de celles-ci et un plan d'étalement) 	Maître d'Oeuvre

4.11. Mise en commun des moyens de manutention

Dispositifs prévus	A la charge de
4.11.1. Réunion de coordination	
<p>Une réunion de coordination spécifique avec tous les corps d'états sera organisée dès le début des élévations pour valider le planning et les moyens d'approvisionnements.</p>	Maître d'Oeuvre
4.11.2. Servitude dispositif d'approvisionnements	
<p>Il sera prévu la mise en place de deux barrières écluses par niveau, permettant les approvisionnements dans les étages. Ces barrières seront mises en œuvre dès que nécessaire. Implantation à définir</p> <p>Elles seront en libre accès pour l'ensemble des corps d'état. Ses dimensions accepteront un passage libre de 5m minimum</p>	Entreprise Générale
4.11.3. Servitude de nacelles	
<p>Avant utilisation, l'entreprise utilisatrice devra signer une convention de mise à disposition des équipements détaillant les limites de responsabilités de chaque partie.</p>	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
4.11.4. Mise en service anticipée des ascenseurs au profit du chantier	
<p>Il sera prévu la mise en route anticipée des ascenseurs pour permettre les approvisionnements des différents niveaux depuis les aires de livraison.</p> <p>L'usage des ascenseurs d'effectuera librement par les différentes entreprises intervenant en phase de finitions intérieures et pour les lots techniques</p>	Entreprise Générale
<p>En cas de mise en service des ascenseurs au profit du chantier.</p> <p>La mise sur le marché des ascenseurs et le transfert de propriété au maître d'ouvrage sont effectués préalablement à l'utilisation des appareils pour les besoins du chantier.</p> <p>Les dispositions techniques qui s'appliquent pour la mise en service des ascenseurs pour les besoins du chantier sont celles qui s'appliquent à la mise en service de tout ascenseur sur le marché et impliquent son marquage CE.</p> <p>Dans ce but, l'entreprise qui souhaite contracter le lot Ascenseur propose une évaluation des coûts que nécessite l'installation de l'ascenseur. Cette évaluation technique et financière porte au minimum sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les protections des portes palières à tous les niveaux. La vérification initiale. Les liaisons électriques (hors alimentation générale) La ligne téléphonique ainsi que le téléphone de sécurité. L'évaluation de l'entretien en phase chantier. Une évaluation des coûts de consommation chantier (sur une base théorique). La remise en état définitive. <p>Et transmet une « Convention d'utilisation de l'ascenseur définitif pour les besoins du chantier par toutes les entreprises intervenantes », elle décrit en outre les règles à observer par les personnels des entreprises bénéficiaires ainsi que les procédures de secours.</p>	Entreprise Générale

4.12. Réseaux de distribution en énergie

Dispositifs prévus	A la charge de
4.12.1. Installations de distribution électrique	
<p>Le lot gros-œuvre doit l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le branchement électrique sur le réseau public EDF.</p> <p>Les câbles chemineront en aérien et protégés par du janolène. En cas d'impossibilité, les câbles cheminant au sol seront protégés mécaniquement</p> <p>Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.</p>	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>L' Entreprise Générale doit l'installation de distribution à chaque niveau du chantier jusqu'aux toitures sommitales.</p> <p>Depuis le tableau général de chantier, la distribution intérieure de chaque bâtiment se fera par des coffrets sur pied ou fixés en mural équipés de blocs de PC et :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 coffret au pied de chaque cage d'escalier - 1 coffret par étage au minimum et en fonction des surfaces - 1 coffret en toiture-terrasse pour les travaux d'étanchéité et des lots techniques. - 1 en façade pour les travaux de murs rideaux et bardages <p>Les coffrets de distribution équipés de PC seront installés sur chaque niveau et ne devront pas être distants de plus de 25m de tout point du bâtiment.</p>	Entreprise Générale
<p>Depuis le tableau général, l'entreprise installera : 1 tableau placé au plus près de la zone cantonnement qui restera en place pour toute la durée du chantier et 1 coffret principal au niveau de la zone chantier.</p>	Entreprise Générale
4.12.2. Installations d'éclairage	
<p>L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des circulations, des cages d'escaliers et des communs permettant l'évolution sûre et facile du personnel. Cette installation se fait à l'avancement du chantier.</p>	Entreprise Générale
<p>Ces installations seront complétées d'un éclairage de secours pour parer aux risques de chutes en cas de coupure de courant dans les cages d'escaliers.</p>	Entreprise Générale
<p>Les éclairages dans les escaliers et communs seront protégés par des hublots ou réglettes étanches.</p> <p>Pas d'ampoules nues.</p>	Entreprise Générale
<p>L'entreprise prévoira un éclairage suffisant des zones communes du chantier de la base vie et des abords du chantier</p> <p>L'éclairage de chantier et de la base vie sera asservi à la détection de présence</p>	Entreprise Générale
<p>L'éclairage correct des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.</p>	Tous Corps d'Etats
4.12.3. Vérification réglementaire des installations électriques	
<p>Il sera effectué une première vérification après réalisation de l'alimentation électrique du chantier (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, pompes, cantonnements...).</p>	Entreprise Générale
<p>Avant le début des travaux des corps d'états secondaires, après la réalisation des alimentations électriques et de l'éclairage de chantier nécessaires pour ces différents corps d'états, il est procédé à une vérification complémentaire.</p>	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification (vérification initiale et périodique) établi par un organisme agréé ou une personne réputée compétente au sens du code du travail conformément à l'arrêté du 26 décembre 2011.</p> <p>Pour rappel la forme du rapport diffère entre les chantiers de catégorie 1-2 et ceux de catégorie 3 ou d'installations > 100Kva.</p> <p>Une copie des rapports sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre dans la journée.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>Le Maître d'Ouvrage sera alerté sur la nécessité de stopper les travaux en cas d'absence de PV de vérification.</p>	Maître d'Ouvrage
4.12.4. Entretien des installations électriques	
<p>La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par l' Entreprise Générale</p>	Entreprise Générale
4.12.5. Points d'eau et d'évacuation	
<p>Implantation à définir</p> <p>L' Entreprise Générale assurera l'alimentation et l'évacuation des installations de chantier ainsi que les points d'eau extérieurs pour les bâtiments.</p> <p>Des regards à grille ou des avaloirs seront prévus pour chaque point d'eau.</p>	Entreprise Générale
<p>Implantation à définir</p> <p>Des robinets de puisage sur réceptacle secondaires sont à prévoir pour les besoins des lots secondaires.</p> <p>Les points d'eau mis en place dans les bâtiments seront munis de boutons pression.</p>	Entreprise Générale
<p>La maintenance ou la réparation suite à dégradation, de ces équipements, est à chaque des dépenses communes.</p>	Compte Prorata

4.13. Protections collectives

Dispositifs prévus	A la charge de
4.13.1. Principe général	
<p>Les protections collectives à mettre en œuvre sont établies sous le principe général suivant :</p> <p>La conception et l'installation de protection collective relève de l'entreprise qui crée le risque.</p> <p>Ces éléments ne sont pas improvisés sur le chantier, ils font l'objet d'une conception soumise au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS, avant la mise en œuvre de l'élément de construction considéré.</p>	Tous Corps d'Etats
4.13.2. Conception des protections collectives	
<p>Les protections collectives seront conçues pour que les travaux soient réalisés en sécurité à tout moment, y compris lors du montage, démontage de ces dernières.</p>	Tous Corps d'Etats
4.13.3. Entretien et maintien des protections	
<p>Les garde-corps provisoires sont maintenus et entretenus en état par l'Entreprise Générale pendant toute la durée de sa présence.</p>	Entreprise Générale
<p>Le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peuvent en cas de manquement à la sécurité d'une entreprise demander à l'entreprise de leur choix de réaliser les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail de l'entreprise défaillante aux frais de cette dernière.</p>	Autre
<p>Précisions relatives aux protections collectives :</p> <p>L'entrepreneur chargé de prestations liées aux protections collectives peut faire réceptionner (par le maître d'œuvre, l'OPC ou le Coordonnateur sécurité) la présence de ses prestations dès leur achèvement (vérification de l'efficacité à charge de l'entrepreneur). Sa prestation sera considérée comme achevée au titre du marché.</p> <p>Toute intervention supplémentaire due à une dépose ultérieure ou une dégradation de ces équipements réceptionnés fait l'objet d'une facture à opposer aux entreprises présentes sur le site (même quelques heures).</p> <p>Cette facturation est dissociée de la gestion du compte prorata car elle constitue une réparation suite à prestation dégradée. Il ne s'agit pas de consommable. La clé de réparation sera débattue en commission de compte prorata entre les entreprises.</p> <p>En cas de difficulté, l'arbitrage du maître d'œuvre d'exécution sera demandée avec action du maître d'ouvrage pour le paiement par réfaction sur les marchés d'entreprises.</p>	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
4.13.4. Procédure de dépose des protections collectives	
<p>Si pour une tâche déterminée une entreprise doit déposer un élément ou l'ensemble de la protection collective, celle-ci devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir l'entreprise ayant mis en place la protection - avertir le personnel susceptible de travailler dans la zone concernée - assurer la continuité de la sécurité collective par un autre moyen au moins équivalent à celui-ci (à définir le PPSPS) - établir la protection collective à la fin des travaux - faire constater à l'entreprise responsable que la repose a été effectuée. 	Tous Corps d'Etats
4.13.5. Protection des trémies et réservations	
<p>Les trémies et réservations dont l'une des dimensions est supérieure à 0,80 m devront être protégées au moyen de garde-corps. Les autres réservations seront protégées par un panneau bois cloué à la dalle lorsqu'elles ne se trouvent pas dans des circulations et par un dispositif d'obturation arasant le plancher lorsqu'elles sont écartées des murs. Les fosses, regards et caniveaux seront balisés pendant leur exécution.</p>	Tous Corps d'Etats
4.13.6. Garde-corps provisoires en rive de plancher	
<p>Les garde-corps provisoires sur tous les endroits à risque de chute sont installés à l'avancement par l'Entreprise Générale .</p> <p>Le système consistant à poser des « inserts » (ou autre principe de sécurité équivalente) au coulage sera préféré aux pinces traditionnelles pour : les trémies, les rives de planchers, les paliers d'arrivée au dernier niveau des cages d'escaliers, les acrotères de toitures,...</p> <p>Ce point fera l'objet d'une réunion spécifique avec les CE concernées pour définir des phasages, modalités de pose de certains en maintenant les protections provisoires en place (murs rideaux, serrureries, bardages,...</p>	Entreprise Générale
<p>Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.</p>	Entreprise Générale
<p>La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute.</p>	Entreprise Générale
4.13.7. Garde-corps sur toitures-terrasses	
<p>La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p>	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>La mise en place des protections provisoires en périphérie de la toiture fera l'objet d'une concertation avec les différents lots concernés pour définir du type et de l'emplacement des protections à mettre en place pour permettre la pose des protections définitives sans dépose anticipée</p> <p>Il sera aussi étudié la mise en place des protections définitives le plus tôt possible</p>	Entreprise Générale
<p>Point spécifique à prévoir avec le lot Façade et habillage au niveau de l'entrée principale et lot qui a en charge les verrières.</p>	Entreprise Générale
<p>Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs.</p> <p>En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue.</p> <p>Les garde-corps définitifs sur acrotères de toiture seront posés dans la continuité des travaux d'étanchéité.</p> <p>En cas de décalage entre la fin de la pose de l'étanchéité et la pose des garde-corps définitifs, les provisoires doivent rester en place.</p> <p>L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.</p>	Tous Corps d'Etats
<p>4.13.8. Protection sur gaine d'ascenseur</p>	
<p>Des panneaux grillagés toute hauteur, chevillés dans la maçonnerie, seront installés à chaque niveau au droit des accès des gaines d'ascenseur. Ils seront posés au plus tôt à l'avancement des travaux.</p> <p>OU</p> <p>Des platelages complets seront mis en place à chaque niveau à l'intérieur des gaines d'ascenseur. Ils seront posés au plus tôt à l'avancement des travaux</p>	Entreprise Générale

4.14. Mise en place des protections définitives

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>4.14.1. Pose et conformité</p>	
<p>Les protections définitives : points d'ancrage, gardes corps, etc. sont posés au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Les sujétions de finition ne peuvent pas servir d'argument pour réfuter leur pose ; dans ce cas, l'entreprise prévoit une protection complète des organes installés.</p>	Tous Corps d'Etats

4.15. Produits dangereux, risque incendie

Dispositifs prévus	A la charge de
4.15.1. Utilisation de produits dangereux ou à risques	
L'entreprise doit fournir la fiche technique ainsi que la fiche de sécurité éventuelle (FDS) du produit employé en annexe à son PPSPS. Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit.	Tous Corps d'Etats
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'Etats
4.15.2. Prévention du risque incendie	
Aucuns gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés sur le chantier. Les entreprises, mettant en œuvre des produits inflammables procèdent à une surveillance de leur environnement pour prévenir tous risques de feu couvert et mettent si nécessaire en place un dispositif de ventilation mécanique. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier	Tous Corps d'Etats
Chaque entreprise approvisionne les moyens de lutte contre l'incendie propres aux risques créés.	Tous Corps d'Etats
4.15.3. Procédure de permis de feu	
A définir : Voir besoin d'établir un permis de feu pour les interventions à points chauds selon distance avec le Centre en activité	Tous Corps d'Etats

5. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES

5.1. Travaux de terrassement généraux

Dispositifs prévus	A la charge de
5.1.1. Aménagement des accès en fond de terrassement	
Les terrassements seront réalisés avec un empâtement suffisant pour permettre les accès aisés aux abords du bâtiment pour la réalisation des travaux avant remblaiement, y compris pour l'installation des échafaudages et nacelles pour les interventions en façade	Entreprise Générale
L'entreprise titulaire du lot terrassement prendra en compte dans son étude les préconisations du rapport de sol et les mesures de sécurité en découlant.	Entreprise Générale
5.1.2. Remblaiement	
A définir dans le planning : Réalisation des remblaiements avant les interventions de levage pour la charpente et plus particulièrement avant les interventions sur les façades	Maître d'OEuvre

5.2. Travaux de VRD

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.1. Protection des excavations	
Des balisages, garde-corps ou autre protection collective seront installés en tête ou autour des tranchées, fouilles et talus en fonction de la nature du risque.	Entreprise Générale
Remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux. Pose des tampons définitifs à l'avancement de la réalisation des regards.	Entreprise Générale
La circulation piétonne sera assurée par l'installation de passerelles de franchissement sur les fouilles en attente des remblaiements.	Entreprise Générale
L'entreprise réalisera le balisage des massifs bétons avec leurs tiges de fixations en attente de pose des équipements : candélabres, barrières ...	Entreprise Générale
Il sera privilégié la découpe des éléments béton par voie humide pour éviter la production et propagation de fumées de poussières	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
5.2.2. Marquage des réseaux dans l'emprise de l'opération	
L'entreprise devra réaliser, préalablement à tous travaux au niveau d'une zone, un repérage des réseaux existant. Pour les réseaux électriques, prévoir tous les 50 m au maximum un panneau précisant le type de risque.	Entreprise Générale
5.2.3. Manutention manuelle ou mécanisée	
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	Entreprise Générale

5.3. Travaux de fondations

Dispositifs prévus	A la charge de
5.3.1. Terrassement de fondations	
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage et des panneaux de clôture pour les fouilles profondes. Le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	Entreprise Générale
5.3.2. Protection des armatures	
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses.	Entreprise Générale

5.4. Travaux de gros-œuvre

Dispositifs prévus	A la charge de
5.4.1. Elévation	
La pose des protections périphériques en tête de murs seront installées avant le démarrage de la réalisation des planchers. Les escaliers en béton préfabriqués seront privilégiés, leur pose se fera à l'avancement de la réalisation des planchers. En l'absence d'escaliers définitifs, les accès aux planchers se feront par des tours escaliers ou des sapines	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
5.4.2. Planchers	
La préfabrication et la mise en œuvre de béton prêt à l'emploi seront privilégiées pour faciliter la mise en œuvre et limiter les encombrements.	Entreprise Générale
Les protections collectives seront installées à l'avancement	Entreprise Générale
5.4.3. Incorporation des lots techniques	
L'entreprise assurera les accès et les protections collectives pour les entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'autorisation d'accès du chef de chantier est un préalable à l'intervention des lots techniques.	Entreprise Générale

5.5. Travaux de charpente

Dispositifs prévus	A la charge de
5.5.1. Montage et assemblage de la charpente béton	
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone.	Entreprise Générale
Les assemblages en hauteur de structures reposant directement au sol se feront à partir de nacelles selon la nature du sol d'intervention	Entreprise Générale
5.5.2. Montage et assemblage de la charpente métallique	
Les zones de montage ou reprise de la charpente devront être balisées avec interdiction à toutes personnes étrangères à l'entreprise de pénétrer dans la zone. Le montage de la structure secondaire des façades doit se faire en décalage avec la pose des longrines de soubassement pour éviter la superposition des postes de travail et les risques d'interférences. Les retouches de peinture sur toute la charpente se feront avant de quitter le chantier	Entreprise Générale
5.5.3. Moyen de levage	
Avant les interventions de levage, il sera demandé aux entreprises concernées de transmettre un plan avec l'implantation la grue automotrice, les emprises nécessaires et les zones de stockages	Entreprise Générale

5.6. Travaux de couverture industrielle et Etanchéité

Dispositifs prévus	A la charge de
5.6.1. Accès en toiture	
<p>Dès le début de son intervention, le titulaire du lot couverture mettra en place une tour d'accès en couverture. Dans le cadre de son intervention, il pourra être amené à en installer une seconde sur simple demande du Moe.</p> <p>Ces tours sont accessibles à l'ensemble des CE et devront donc faire l'objet d'une vérification de de l'affichage d'un PV de conformité</p> <p>L'entreprise prévoira 2 déplacements en cours d'opération. Ces tours seront maintenus en place jusqu'à ce qu'il soit possible d'accéder à la couverture en sécurité par les accès définitifs</p>	Entreprise Générale
5.6.2. Garde-corps provisoires en toiture	
<p>Le lot Couverture à en charge l'installation de ses garde-corps périphériques et filets de sous face.</p> <p>Il sera nécessaire de faire un point sur le phasage pour la mise en place des gardes corps périphériques définitifs</p>	Entreprise Générale
<p>Par temps de vent fort l'entreprise doit prévoir l'arrêt du travail et s'assurer du bon arrimage des pièces stockées et en cours de pose. Hors de sa présence sur le chantier, les bacs de toiture non posés doivent toujours être arrimés pour éviter le risque de leur envol à tout moment sur le site.</p>	Entreprise Générale
<p>Les chutes d'emballages et de matériaux de couverture ne devront pas être déposés dans les filets de protection de sous face, ils seront descendus en sacs à l'avancement des travaux.</p>	Entreprise Générale
5.6.3. Filet de protection en sous-face	
<p>Les filets de sous-face seront posés sur toute l'emprise des zones de pose, leur dépose se fera après fermeture complète de la toiture.</p>	Entreprise Générale
<p>Pour la pose de filets par secteurs, les filets débordront d'une travée au-delà de l'arrêt de pose des bacs, la limite des bacs sera marquée par une ligne de garde-corps.</p>	Entreprise Générale
<p>Les préconisations de la norme R446 "Mise en œuvre de filets de sécurité en grandes nappes" serviront de référence. Un PV de réception sera transmis au Csps et Moe.</p>	Entreprise Générale

5.7. Travaux de serrurerie

Dispositifs prévus	A la charge de
5.7.1. Coordination Charpente métallique et Serrurier ou Etanchéité	
<p>Etudier la mise en place des garde-corps définitifs le plus tôt possible au niveau des zones toitures/terrasses.</p> <p>Avant toute intervention le lot SERRURERIE ou Etanchéité nous transmettra son mode opératoire précisant ses moyens d'approvisionnement ainsi que les équipements ou installations utilisées pour intervenir en sécurité.</p>	Entreprise Générale

5.8. Travaux de menuiseries extérieures, murs rideaux et verrières

Dispositifs prévus	A la charge de
5.8.1. Mise en œuvre	
<p>Les interventions de ces différents lots devront faire l'objet de réunions spécifique pour aborder :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'organisation des livraisons • Besoin de stockage tampon et emprise au sol • Organisation des levages et manutentions • Moyens d'accès aux différentes zones de travail • Sécurisation des zones de travail • Phasage avec d'autres CE pour libération et sécurisation de la zone <p>Ces différents points seront abordés lors de la VIC et décrits dans le PPSPS</p>	Entreprise Générale

5.9. Travaux en façade

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>L'entreprise de Façade devra indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan et sens de travail • Emprise des zones de roulement des nacelles : un point sera fait sur l'état des abords • Emprise et besoins en terme de stockage • Eventuelle mise en commun de moyen avec autres CE <p>Ces différents points seront abordés lors de la VIC et décrits au PPSPS.</p>	Entreprise Générale
<p>Un défaut de stabilité (planéité) entraîne l'arrêt des travaux compte tenu du risque de chute, jusqu'à la réfection de la planéité par le lot chargé du remblaiement.</p>	Entreprise Générale

5.10. Travaux de plâtrerie et carrelage

Dispositifs prévus	A la charge de
5.10.1. Approvisionnements des plaques de placo et du carrelage	
L'entreprise transmettra ses besoins et moyens en réunion préparatoire organisée par le maître d'œuvre pour définir l'utilisation des zones avec barrières éclusées ou plus tard l'utilisation des ascenseurs mis en service Les zones de stockages tampon devront être identifiées	Entreprise Générale
5.10.2. Limitation des poussières	
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	Entreprise Générale

5.11. Travaux des lots techniques

Dispositifs prévus	A la charge de
5.11.1. Interventions en toiture	
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant + voir les approvisionnements dans le planning Un point spécifique sera fait avec le Lot Photovoltaïque pour aborder les points liés aux approvisionnements	Entreprise Générale
5.11.2. Installation des réseaux en plancher	
L'ouverture des trémies et réservations dans les dalles se fera à l'avancement de la pose des réseaux, aucune ouverture anticipée ne sera admise pour éviter les chutes de plain-pied ou de hauteur. Après ouverture, les trémies seront protégées par des plateaux avec tasseaux fixés en sous face pour les maintenir bloqués en pose libre jusqu'à la pose des réseaux pour en éviter tout déplacement involontaire supprimant l'efficacité de la protection.	Entreprise Générale
La pose des réseaux sera privilégiée avant la fermeture des plafonds pour faciliter les manutentions et accès depuis le niveau inférieur avec plates-formes de travail.	Entreprise Générale et Moe

5.12. Travaux de revêtement de sols

Dispositifs prévus	A la charge de
5.12.1. Travaux de chape	
<p>La mise en œuvre de chape prête à l'emploi sera privilégiée, la confection sur place est à éviter pour limiter l'encombrement du chantier.</p> <p>En cas de confection sur place, l'atelier sera installé à l'écart des entrées du bâtiment pour éviter l'entrave des accès et la salissure des cheminements.</p> <p>La zone de préparation sera balisée, les sacs de liant seront conditionnés et évacués au quotidien.</p> <p>La dépose des protections provisoires est interdite.</p>	Entreprise Générale
5.12.2. Travaux de sols	
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée.	Entreprise Générale
Pour le ponçage du ragréage, la machine devra être équipée d'un aspirateur à poussières et le local sera ventilé.	Entreprise Générale

5.13. Travaux en hauteur

Dispositifs prévus	A la charge de
5.13.1. Application de la réglementation	
<p>Pour intervention de travaux en hauteur, les entreprises sont tenues d'appliquer :</p> <p>Décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat).</p>	Tous Corps d'Etats
Les travaux sur couverture ne sont entrepris qu'après la vérification de l'état des protections périphériques contre les chutes de personnes ou de matériel.	Tous Corps d'Etats
5.13.2. Travaux de grande hauteur	
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objet seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles postérieures à 2002 équipées de signaux de déplacement sera privilégié.	Entreprise Concernée
Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour limiter l'encombrement des locaux.	Entreprise Concernée
Les travaux de grande hauteur pour les travaux intérieurs seront précédés par une réception de la présence et de l'adéquation des protections collectives au sol pour la circulation des nacelles.	Entreprise Concernée
5.13.3. Interventions en plafonds	
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des plates-formes individuelles. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'Etats

5.14. Travaux d'agencement/mise à disposition des cellules

Dispositifs prévus	A la charge de
5.14.1. Travaux d'aménagements	
En fonction du planning, il sera réalisée une ou des réunions spécifiques pour définir de l'organisation des différents chantiers lors de la mise à disposition de certaines cellules pour les accès, cheminements et délimitations de chacun	Entreprise Concernée Et Moe

5.15. Travaux d'ascenseurs et monte-charges

Dispositifs prévus	A la charge de
5.15.1. Installation ascenseurs	
<p>Avant intervention l'entreprise s'assurera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la protection de la gaine à tous les étages par le lot gros-œuvre - l'installation des dispositifs nécessaires à la manutention <p>L'approvisionnement ne se fera que lorsque l'installation est sûre d'être faite.</p> <p>La dépose des protections installées par le gros-œuvre se fera à l'avancement de la pose des portes palières ou de la mise en place des protections de l'entreprise d'installation.</p> <p>Après installation, les ascenseurs seront condamnés jusqu'à leur remise au maître d'ouvrage.</p>	Entreprise Générale


6. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

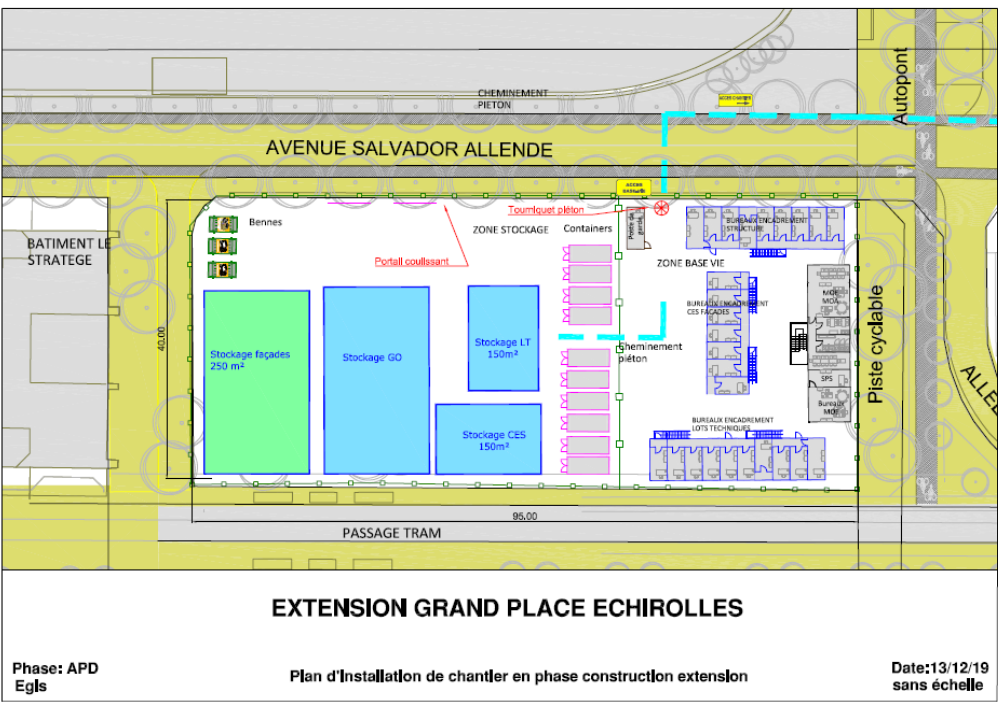
6.1. VRD primaires

Dispositifs prévus	A la charge de
6.1.1. Aire de la base vie et aires de stockage	
Plates formes dimensionnées prévus pour l'installation des bungalows, stationnement VL, circulation VL et cheminements sécurisés et protégés des piétons (parking jusqu'à base vie et base vie jusqu'à chantier) +zone de stockage à dimensionner pour PL Finition grave bitume pour la base vie et au droit de celle-ci+ finition 0/80 pour zone de stockage.	Entreprise Générale
6.1.2. Alimentations énergie et fluides	
Avant le démarrage du GO : création tarif jaune depuis réseaux concessionnaires jusqu'à la base vie dans l'attente du branchement électrique installé par le GO	Entreprise Générale Prorata
Au démarrage du GO : depuis le réseau concessionnaire jusqu'à l'installation base vie : mis en place d'un poste transfo mobile 360 KVA (à confirmer phase DCE) et raccordement au HT du concessionnaire	Entreprise Générale puis prorata
Tous les réseaux doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	
Emplacement à définir Le lot PLOMBERIE a, à sa charge, à partir des points de raccordement laissés la mise en place de points de puisage avec robinet à nez fileté et d'un réceptacle.	Entreprise Générale
Mise à disposition dès le démarrage des travaux d'une arrivée d'eau et d'une évacuation des eaux usées, chacune raccordée au réseau principal correspondant. En cas d'impossibilité technique, installation d'une réserve suffisante d'eau propre à la consommation, sous pression.	Entreprise Générale
6.1.3. Eau potable	
Création des branchements provisoires depuis les réseaux concessionnaires laissés en attente dans la zone base vie du projet jusqu'aux installations de chantier	Entreprise Générale
Prévoir au minimum un point d'eau par niveau et par cage d'escalier (un point d'eau tous les 2000m²), à proximité d'une zone permettant l'évacuation des eaux usées ; Compris mis en place d'un vidoir métallique par point d'eau	Entreprise Générale puis Prorata

6.1.4. Evacuation des eaux usées	
L'évacuation des EU/EV sera faite par un branchement sur le réseau d'assainissement de la voie publique.	Entreprise Générale
Les installations sanitaires seront raccordées à l'égout dès l'installation des cantonnements.	Entreprise Générale

6.2. Installations de chantier - Cantonnements

Dispositifs prévus	A la charge de
6.2.1. Modalités d'organisation	
<p>Mise à disposition par le MO d'un terrain à proximité pour permettre la mise en place de la base vie</p>  <p>Les installations collectives de chantier comprennent (description détaillée dans la note d'organisation) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bureaux de chantier : x4 • Salle de réunions • Réfectoire et vestiaires • Sanitaires pour la base vie principale + sanitaires type toilettes sèches à prévoir en deux zones du chantier à définir • Une infirmerie <p>Ces installations seront prévues pour toute la durée du chantier. Les règles de dimensionnement sont rappelées en annexe.</p> <p>Les installations comprennent un bungalow séparé pour les réunions de chantier organisées par le maître d'œuvre. Les installations seront prévues pour accueillir du personnel féminin.</p> <p>Plan d'installation de l' Entreprise Générale doit être soumis approbation MO et Moe</p>	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Ces installations devront s'adapter en permanence à l'effectif du chantier.</p>  <p>Des échanges sont en cours pour la mise en place de sanitaires secondaires ainsi qu'une salle de réfectoire</p>	Entreprise Concernée
Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de traverser les zones de travaux ou de stockages.	Entreprise Générale
Le réseau d'eau potable devra être hors gel.	Entreprise Générale
Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie.	Entreprise Générale
6.2.2. Installations complémentaires	
Les entreprises qui souhaitent mettre en place des installations complémentaires devront en faire part au maître d'œuvre et au coordonnateur pour définir leur emplacement et organiser au mieux la base vie.	Entreprise Concernée
6.2.3. Entretien des installations	
L'entreprise assurera, dès le début du chantier et pour toute sa durée, le nettoyage quotidien des WC, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau du chantier. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains).	Entreprise Générale

Dispositifs prévus	A la charge de
Le gestionnaire de compte prorata justifiera auprès du maître d'œuvre, d'un contrat d'entretien quotidien lorsque la maintenance de ses locaux est externalisée. Dans le cas où l'entrepreneur réalise lui-même cette maintenance, il met en place une fiche de passage quotidienne signée par la personne qui réalise les opérations de nettoyage. Les interventions préciseront l'heure de passage prévue et l'heure du dernier entretien.	Entreprise Générale
L'entretien des installations complémentaires est à la charge des entreprises concernées.	Entreprise Concernée
<p>Au titre de la mission de coordination sécurité, seule la prescription des installations et la vérification de leur existence sur le chantier n'est à prévoir. Le dimensionnement est donné à titre indicatif pour permettre de définir correctement les espaces à inclure au fonctionnement de chantier.</p> <p>L'état de conformité (autre les VRD primaires) ou de propreté de ces installations ne relève pas de la mission de coordination sécurité mais de l'organisation générale de chantier. Aussi, le manquement des entreprises à leurs obligations respectives est signalé au Maître d'Ouvrage (non-respect du contrat), seul apte à prendre les décisions liées au non-respect du marché.</p>	Maître d'OEuvre

6.3. Préchauffage du chantier

Des dispositions adaptées seront prises par le Maître d'Œuvre pour maintenir des températures positives dans le bâtiment à l'arrivée du second œuvre :

- cloisonnement provisoire
- convecteurs soufflants
- ...

Un point intermédiaire sera fait avant l'hiver à ce sujet.

7. ORGANISATION DES SECOURS

7.1. Moyens d'alerte

Dispositifs prévus	A la charge de
7.1.1. Téléphone	
Les numéros de téléphones d'urgence sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 les téléphones mobiles ainsi que les consignes d'appel des secours. Voir fiche en annexe à remplir et à afficher.	Entreprise Générale
7.1.2. Consignes de sécurité	
Les consignes de sécurité de chaque entreprise seront précisées dans les PPSPS. Les entreprises préciseront si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'Etats
En cas d'accident suivre les consignes de la fiche "En cas d'accident" annexée au PGC.	Tous Corps d'Etats
Cette fiche sera imprimée et complétée par le Titulaire du lot, et affichée dans la base vie.	Entreprise Concernée
Tout accident sera ensuite reporté au Coordonnateur SPS, qui analysera si les causes de l'accident sont liées à la coactivité ou pas.	Entreprise Concernée
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'Ouvrage

7.2. Moyens de secours

Dispositifs prévus	A la charge de
7.2.1. Sauveteurs secouristes du travail	
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Entreprise Concernée
7.2.2. Matériel de secours	
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'Etats
7.2.3. Accès et organismes de secours	
Des aires réservées pour l'accès des organismes de secours seront maintenues libres pendant toute la durée du chantier (y compris dans les bâtiments).	Tous Corps d'Etats

8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

8.1. Coordonnateur SPS

Dispositifs prévus	A la charge de
8.1.1. Rôle du coordonnateur	
Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.	Coordonnateur SPS
8.1.2. Autorité du Coordonnateur	
Le Coordonnateur SPS adresse directement au Maître d'Ouvrage, les observations ou notifications qu'il estime nécessaires via le Registre Journal de Coordination.	Coordonnateur SPS
Le Maître d'Ouvrage avise le Coordonnateur SPS des décisions qu'il a prises ou de tout besoin d'arbitrage technique complémentaire.	Maître d'Ouvrage
Le Coordonnateur SPS peut demander au maître d'ouvrage de faire pallier les manquements d'une entreprise concernant les mesures de coordination définies par le PGC par l'intervention d'une autre entreprise, financée par l'application de pénalités financières.	Maître d'Ouvrage
Le Maître d'Ouvrage doit informer les autres intervenants de l'autorité conférée au Coordonnateur SPS.	Maître d'Ouvrage
8.1.3. Registre Journal	
<p>Une copie des notes de chantier ou fiches d'observation est diffusée à l'ensemble des intervenants (par courriel).</p> <p>Une copie des notes de chantier ou fiches d'observation est tenue à disposition de l'ensemble des intervenants et organismes institutionnels à l'agence :</p> <p>SOCOTEC – Pôle Construction Isère ZA du Rondeau 1, rue de Docteur Pascal – CS 50289 38434 ECHIROLLES CEDEX (Un délai d'impression peut être nécessaire en cas de demande d'un Registre Journal)</p>	Autre

8.2. Agrément, Inspection commune

Dispositifs prévus	A la charge de
8.2.1. Agrément	
Le Maître d'Ouvrage informera systématiquement le Coordonnateur SPS des entreprises qu'il agréé.	Maître d'Ouvrage
8.2.2. Inspection commune	
Aucune entreprise ne peut être admise à travailler sur le chantier sans avoir préalablement rempli ses obligation d'agrément auprès du Maître d'Ouvrage et participé à une inspection commune avec le Coordonnateur Sécurité et remis son PPSPS.	Tous Corps d'Etats
Durant l'inspection commune du chantier avec le coordonnateur, il est précisé en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.	Autre
Pour l'inspection commune, l'entreprise prépare un projet de PPSPS qui précise les risques propres et les risques exportés. Ensuite elle diffusera une nouvelle version du P.P.S.P.S., de manière à intégrer éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Prévenir le Coordonnateur SPS minimum 15 jours avant pour l'inspection.	Tous Corps d'Etats
Les entreprises pourront se voir sollicitées pour des inspections intermédiaires.	Entreprise Concernée
Le titulaire assiste systématiquement à l'inspection commune du sous-traitant.	Tous Corps d'Etats
Le Coordonnateur SPS ne réalisera que les Inspections Commune des entreprises agréées par le Maître d'Ouvrage. A charge du Maître d'Ouvrage de lui transmettre la liste des entreprises agréées à chaque mise à jour.	Maître d'Ouvrage

8.3. Concertation et information entre les entreprises

Dispositifs prévus	A la charge de
8.3.1. Déclaration de sous-traitance	
Toutes les entreprises quel que soit leur rang (titulaires, sous-traitantes et co-traitantes) informeront le Coordonnateur SPS de toute sous-traitance de leurs travaux. Les sous-traitants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Tous Corps d'Etats

Dispositifs prévus	A la charge de
<p>Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution de son contrat, il remet au sous-traitant un exemplaire du PGC, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenue et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.</p> <p>Au cas où l'Entrepreneur a plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande avant le démarrage de leurs interventions, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.</p>	Tous Corps d'Etats
8.3.2. Travailleurs indépendants et locatiers	
Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.	Entreprise Concernée
Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.	Entreprise Concernée
8.3.3. Présence de personnel étranger	
En cas de présence de personnel étranger ne parlant pas ou parlant mal le français : personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.	Tous Corps d'Etats

8.4. Diffusion des documents

Dispositifs prévus	A la charge de
8.4.1. PGC	
Le Maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs.	Maître d'Ouvrage
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC.	Entreprise Concernée

Dispositifs prévus	A la charge de
8.4.2. PPSPS	
<p>Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire du Lot et Sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) avant de démarrer toute intervention sur le chantier.</p> <p>Pour cela, elle dispose de trente (30) jours à compter de la réception de son contrat signé pour élaborer son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (délai ramené à Huit (8) jours pour les corps d'état du Second Œuvre.</p>	Tous Corps d'Etats
Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.	Tous Corps d'Etats
<p>Les entreprises effectuant des livraisons ne participent pas à l'acte de construire. Elles sont considérées comme des prestataires extérieurs au chantier (circulaire du 10 avril 1996). Ces entreprises ne sont donc pas concernées par le PPSPS.</p> <p>Cependant, elles sont susceptibles lors des opérations de livraison de faire apparaître des risques qui doivent être pris en compte. Chaque entreprise du chantier doit donc prévoir ses livraisons de matériaux dans son propre PPSPS.</p>	Entreprise Concernée
<p>Chaque entreprise diffuse un exemplaire de son P.P.S.P.S. au coordonnateur sécurité.</p> <p>Toutes les entreprises tiennent leur P.P.S.P.S. sur le chantier à disposition des organismes de prévention.</p>	Tous Corps d'Etats
Le lot gros œuvre transmet son PPSPS aux organismes de prévention.	Entreprise Concernée
Pour information la cour de cassation considère que le responsable des travaux rédacteur du PPSPS peut commettre une faute caractérisée et être condamné lorsqu'il omet de prendre des mesures de prévention spécifiques (voir n°1486469 du 06/06/2015).	Tous Corps d'Etats
8.4.3. DHOL	
Chaque entreprise complètera le modèle de DHOL en annexe du PGC et le joindra à son PPSPS	Tous Corps d'Etats

Projet de règlement de CISSCT

PROJET DE REGLEMENT DE COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Article 1 - CONSTITUTION ET DUREE

Un Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) est constitué par le Maître d'ouvrage conformément à l'article L.4532-10 du code du travail sur le chantier

GRAND PLACE
Extension du Centre Commercial
38130 ECHIROLLES

Il cessera ses activités sur sa décision, en accord avec le Directeur départemental du travail, et au plus tard à la réception des travaux.

Article 2 - MISSIONS

Les missions du Collège, définies par l'article L.4532-13 du code du travail, seront les suivantes :

- Définir les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de prévention dans le cadre de la coopération entre les entreprises.
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ou spécifiées par le coordonnateur.
- Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les CHSCT ou les délégués du personnel des entreprises.
- Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.
- Examiner les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L.1221-2 du code du travail et proposer éventuellement des formations complémentaires.

Article 3 - RESPONSABILITES

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du code du travail,
- les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au maître d'ouvrage,
- les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Article 4 - COMPOSITION

Le Collège comprend :

- des membres ayant voix délibératives :
 - le coordonnateur en phase de réalisation, Président,
 - le maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage,
 - le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier¹ ou son représentant habilité,
 - le coordonnateur en phase de conception dès lors que sa participation s'avère utile.
- des membres ayant voix consultatives :
 - le représentant des salariés de chacune des entreprises intervenant sur le chantier,

Peuvent participer avec voix consultatives :

- L'Inspecteur du Travail ou son représentant,
- Le secrétaire général du Comité Régional de l'OPPBTP ou son représentant,
- L'Ingénieur en chef du service prévention de la CARSAT ou son représentant,
- le ou les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Article 5 - ATTRIBUTIONS

Le Président :

- 1) Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes,
- 2) Arrête l'ordre du jour des réunions,
- 3) Porte à l'ordre du jour les questions des membres du Collège relevant de la compétence du CISSCT,
- 4) Préside les réunions, avec voix prépondérante, ainsi qu'il est dit à l'article 6 ci-dessous.
- 5) Rédige les procès-verbaux et les joints aux convocations de la réunion suivante.
- 6) Consigne les procès-verbaux dans le registre prévu à cet effet et les conserve pendant 5 ans,
- 7) Représente le Collège à l'égard des tiers,
- 8) S'assure de l'application des mesures adoptées par le Collège.

Article 6 - ADOPTION DES DECISIONS

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

¹. On entend par entreprises intervenantes les entreprises titulaires de lot et l'ensemble de leurs sous-traitants.

Article 7 - CONVOCATION AUX REUNIONS

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, deux semaines avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Article 8 - PREMIERE REUNION

Le président convoque les membres du Collège et les participants à une première réunion qui doit avoir lieu dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1) L'adoption du Règlement du Collège.
- 2) Le rappel des mesures de coordination prévues au P.G.C.
- 3) La présentation de la procédure de mise à jour du PGC et d'harmonisation des PPSPS des entreprises.

Article 9 - HARMONISATION DES PLANS PARTICULIERS SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Article 9.1 - Harmonisation à l'initiative du président

Le président réalise une étude des PPSPS faisant ressortir les points sur lesquels une harmonisation est nécessaire.

Il est fait part au Collège des dispositions de nature à régler les problèmes liés à l'harmonisation des PPSPS et notamment de double emploi éventuel des dispositifs et installations de sécurité et santé, et de coordination des mesures prévues en matière de sécurité et santé.

Article 9.2 - Harmonisation à l'initiative des autres membres du Collège

Lorsqu'un besoin d'harmonisation complémentaire se révèle en cours d'exécution des travaux, le Collège saisit le président et propose les modifications qu'il apparaît nécessaire d'apporter aux PPSPS déjà établis.

Article 10 - RÉUNIONS PLÉNIERES

Les entreprises doivent faire désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à ces réunions.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT et qui ne souhaitent pas y participer doivent, à réception de la convocation, aviser le président du Collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le Président du Collège leur donne acte de cet avis.

Article 10.1 - Périodicité des réunions

Sans préjudice des dispositions de l'article 8 ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité de (X)* mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé. Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

* Cette périodicité ne peut dépasser 3 mois, elle est fixée en fonction de la nature et de l'importance des travaux.

Le Président peut provoquer la réunion du Collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est remplie :

- 1) A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative.
- 2) A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés.
- 3) A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves.
- 4) Dans le cas de règlement de difficulté prévu au dernier article paragraphe 1 du présent règlement.

Article 10.2 - Objet

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Outre les points prévus aux articles 8 et 9 ci-dessus, elles comprennent notamment :

- L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- L'examen des observations faites lors de la visite du chantier,
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- Les suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- Le recensement des formations à la sécurité réalisées par les entreprises et la proposition d'actions de formation complémentaires.
- L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

Elle doit lui faire parvenir pour le 15 de chaque mois, le nombre d'heures/ouvriers effectuées le mois précédent.

En outre, chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement eu, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier.

Ces notes comprendront les informations suivantes :

- La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,
- Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la Médecine du travail des intéressés,
- Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- Tout élément de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.
- L'action menée par l'entreprise à la suite de cet événement.

Ces documents seront consignés dans le registre tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues au présent article.

Article 10.3 - Procès-verbaux

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis et transmis par le Président à tous les membres du Collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Chaque entreprise est tenue de diffuser une copie des procès-verbaux aux membres de son CHSCT ou, à défaut, aux délégués du personnel.

Article 11 - REUNIONS RESTREINTES

Des réunions restreintes peuvent être organisées à la demande du Président ou de membres du Collège, pour résoudre des problèmes qui, bien qu'entrant dans les attributions du Collège, ne concernent qu'un nombre réduit d'entreprises.

Les comptes rendus de ces réunions sont communiqués, pour information, à la réunion plénière suivante du Collège.

Article 12 - APPLICATION DES DECISIONS

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

Article 13 - RESSOURCES

Les dépenses de fonctionnement (secrétariat et logistique) sont supportées par le maître d'ouvrage.

Les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'intérêt général prises par le Collège sont supportées par l'ensemble des entreprises au prorata des montants initiaux des marchés.

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant des dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du Collège.

Article 14 - GESTION

L'entreprise remplit le rôle d'entité support du Collège et à ce titre :

- règle les dépenses engagées pour l'exécution des décisions prises par le Collège,
- procède au recouvrement auprès de l'ensemble des entreprises des avances qu'elle a faites pour le règlement des dépenses engagées pour l'exécution des décisions du Collège, sur présentation de pièces justificatives,
- procède auprès des entreprises aux appels de fonds relatifs aux dépenses faites par elles, en application des décisions du CISST pour "des dispositions particulières" ou "présentant un intérêt général", tels que définis à l'article 15.

Article 15 - PROCEDURE DE REGLEMENT DES DIFFICULTES

Tout différend entre une entreprise et l'entreprise support fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du Collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.

Modèle DHOL

Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

(DHOL) Recommandation CRAM R476

Partie à remplir par le CSPS

Coordonnateur SPS : Lydie DESESTRET Tél: +33 (0)4 76 22 34 45 - +33 (0)6 28 84 16 10 SOCOTEC - Pôle Construction Isère ZA du Rondeau 1, rue de Docteur Pascal - CS 50289 38434 ECHIROLLES CEDEX	Mise à jour : Date de modification : Eléments modifiés :
Appellation et adresse chantier :	Coordonnées GPS
<ul style="list-style-type: none"> - Consignes de secours : - Consignes de circulation : - Modalités d'accès : - Modalités de stationnement : 	Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPPS)
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, ..)	Quai de déchargement <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)

Nom et adresse de l'entreprise :	Plages horaires de livraisons :
Nom et téléphone du réceptionnaire :	Présence chef de manœuvre : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion <input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant) :
Appareil de levage utilisé pour l'opération : <input type="checkbox"/> grue de chargement <input type="checkbox"/> appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur (Type)	Autres renseignements utiles :

Dimensionnement des installations de chantier

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire	Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Convenablement aéré - Chauffé en saison froide - Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigé) - Nettoyé 1 fois par jour - Exempt de tout stockage de produits et matériaux - Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail): <ul style="list-style-type: none"> - Éclairé - Chauffé en saison froide - Sol et parois facilement nettoyables - Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - Maintenu en état constant de propreté - Installations séparées si personnel mixte - Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sièges en nombre suffisant - Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> - ininflammables - à double compartiment - munies de serrure ou cadenas
Lavabos	Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> - 1 orifice pour 10 travailleurs - Eau potable - Si possible à température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire 	<u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> - 1 lavabo pour 10 travailleurs - Eau potable - Température réglable - Moyens de nettoyage - Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs	Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> - 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés - Chasse d'eau - Éclairage - Chauffage en saison froide - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau - Papier hygiénique - Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire	Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	Si moins de 25 travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises - Réchaud - Garde-manger - Réfrigérateur si possible - Maintien en état constant de propreté <p>Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail): <ul style="list-style-type: none"> - Tables + chaises en nombre suffisant - Réchaud - Réfrigérateur - 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers - Nettoyage du local et des équipements après chaque repas </p>
1^{ers} Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

Fiche accident



En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

112
Centre d'appels secours

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

en face de

Téléphone ☐☐ ☐☐ ☐☐ ☐☐

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.

